

Webinaire - Les Projets Alimentaires Territoriaux en Outre-mer

Quels rôles les Projets Alimentaires Territoriaux peuvent-ils jouer dans l'accompagnement de la résilience alimentaire en Outre-mer ?

Règles de fonctionnement du webinar



Pensez à bien couper vos micros pendant les présentations pour éviter les bruits parasites



Nous vous invitons à utiliser le chat pour poser vos questions, un temps dédié aux questions - réponses sera prévu après chaque présentation



Le webinar est enregistré et sera ensuite disponible en rediffusion sur la chaîne YouTube de France PAT

Présentation du réseau France PAT



Trois grandes missions :

1. Suivre le déploiement des PAT
2. Partager les bonnes pratiques
3. Construire des outils méthodologiques



[France PAT : le portail des projets alimentaires territoriaux](#)



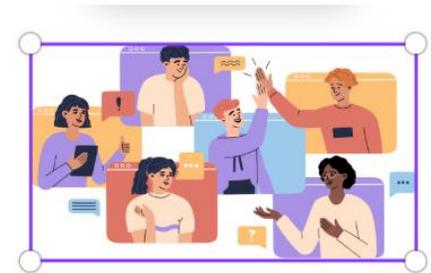
Introduction

« Quels rôles les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) jouent-ils dans l'accompagnement de la résilience alimentaire en Outre-mer ? »

- Les territoires et régions d'Outre-mer partagent des traits communs (écosystèmes spécifiques, dépendances vis-à-vis de l'extérieur, ...)
- Les PAT représentent un levier stratégique, important via leur approche globale des questions agricoles et alimentaires
- L'étude menée par le CIRAD en 2021 met en lumière l'importance des PAT dans la construction d'une résilience alimentaire durable, ...

Les problématiques abordées dans ce webinaire :

- **Comment les PAT peuvent-ils s'approprier l'enjeu de la résilience alimentaire dans les territoires d'Outre-mer et favoriser une prise de conscience collective ?**
- **Accompagnement des filières et des agriculteurs : quelles stratégies ? Quel(s) rôle(s) les PAT peuvent-ils jouer ?**



Programme du webinar :

1. Introduction, mise en contexte du concept de « résilience alimentaire » :

Louison Lancon Daumas, cheffe de projets et co-fondatrice de Let's Food

2. Échanges et témoignages des PAT des Outre-mer :

- Retour d'expérience : **PAT de l'Espace Sud Martinique**, intervention de **Karen Toris**, Responsable Ruralité et Agriculture
- Retour d'expérience : **PAT de L'Entre-Deux La Réunion**, intervention de **Reine-Claire Galmar**, Responsable du service Ville en Transition
- Témoignage de **Danylo Tailame**, agriculteur à La Réunion et président de **l'association de producteurs "Ici, c'est Péi"**

3. Perspectives globales : Territorialisation des politiques publiques alimentaires dans les Caraïbes

- Intervention de **Pamela Obertan – Mousson**, chercheuse engagée, docteure en science politique à l'Université des Antilles et en droit à l'Université du Québec à Montréal

Introduction

Louison Lancon Daumas,
Cheffe de projets et co-
fondatrice de Let's Food





Le rôle des PAT dans la résilience des systèmes alimentaires d'Outre-mer

France PAT

02.06.2025





Let's Food



L'association Let's Food vise à accompagner les territoires à la construction de systèmes alimentaires durables, résilients et solidaires en s'appuyant sur la coopération territoriale et l'échange de bonnes pratiques aux échelles locale, nationale et internationale.

3 AXES D'INTERVENTION

- Coopération territoriale et accompagnement de collectivités
- Partage d'initiatives et publications sur des analyses comparées
- Formation, renforcement de compétences & réseau professionnel



Contexte

NOS TRAVAUX EN OUTRE MER

- Diagnostics du système alimentaire de Nouvelle Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna
- Co-construction des Plans de Transition alimentaire de Polynésie française et Nouvelle-Calédonie.
- Publication “Les systèmes alimentaires d’Outre mer : Le rôle des collectivités dans la construction de systèmes alimentaires territoriaux durables et résilients suite à la crise COVID”.

LE PROJET DE MOOC

- Formation en ligne sur les enjeux agricoles et alimentaires du territoire et recensement des politiques publiques et initiatives locales (3 à 5h) pour renforcer les compétences autour de 4 axes : sécurité alimentaire, durabilité socio-économique, durabilité environnementale, gouvernance alimentaire.
- 2 cibles, 2 niveaux d’information : élus/grand public - techniciens/parties prenantes
- 1 module commun et 6 modules territoriaux (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Mayotte, Réunion, Nouvelle-Calédonie)
- Calendrier : démarrage fin novembre 2023, livrable septembre 2024



Découvrez le MOOC : Construire des systèmes alimentaires durables dans les Outre-mer



Share

Découvrez le MOOC :

**Construire des systèmes
alimentaires durables
dans les Outre-mer**



Watch on  YouTube



TERRITOIRES CONCERNÉS PAR LE MOOC

- GUADELOUPE
- GUYANE
- MARTINIQUE
- MAYOTTE
- NOUVELLE CALÉDONIE
- RÉUNION



Résilience, durabilité, territorialisation

Pour garantir la pérennité d'un système alimentaire, 3 notions sont clés : sa résilience, sa durabilité et sa territorialisation.

- La notion de **résilience** apporte une réflexion sur la capacité d'un système alimentaire à absorber les perturbations ou chocs au fil du temps, ainsi qu'à garantir le maintien de ses fonctions suite à ces perturbations ou un retour à un état équivalent à celui précédent les perturbations. La résilience d'un système alimentaire repose sur ses capacités de résistance et d'adaptation.
- La **durabilité** d'un système alimentaire correspond à sa capacité à garantir le renouvellement continu des capitaux humain, naturel, social, économique au cours du temps.
- La **territorialisation**, ou la relocalisation, des systèmes alimentaires, qui inclue une (re)mobilisation des acteurs — producteurs, industries agroalimentaires, citoyens consommateurs, politiques, etc.— au travers de nouvelles modalités de gouvernance est un levier essentiel pour reprendre la main sur les systèmes alimentaires, et les rendre plus résilients et plus durables.

Les principaux risques pour l'alimentation des territoires d'Outre-mer

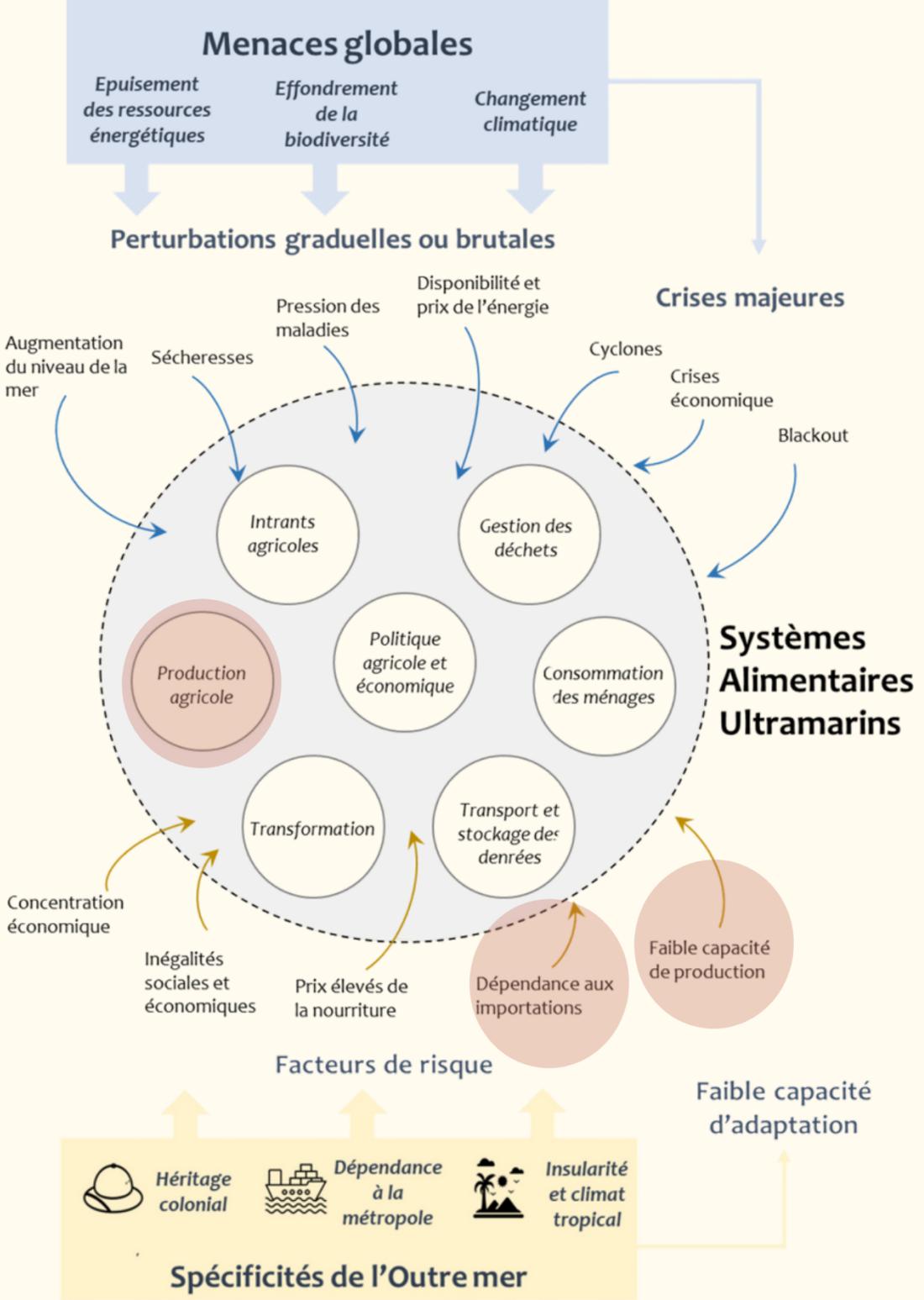


Figure 2 : Principaux facteurs de risques et de vulnérabilité des systèmes alimentaires dans les Outre-mer. Source : Les Greniers d'Abondance, CC BY-NC-SA.

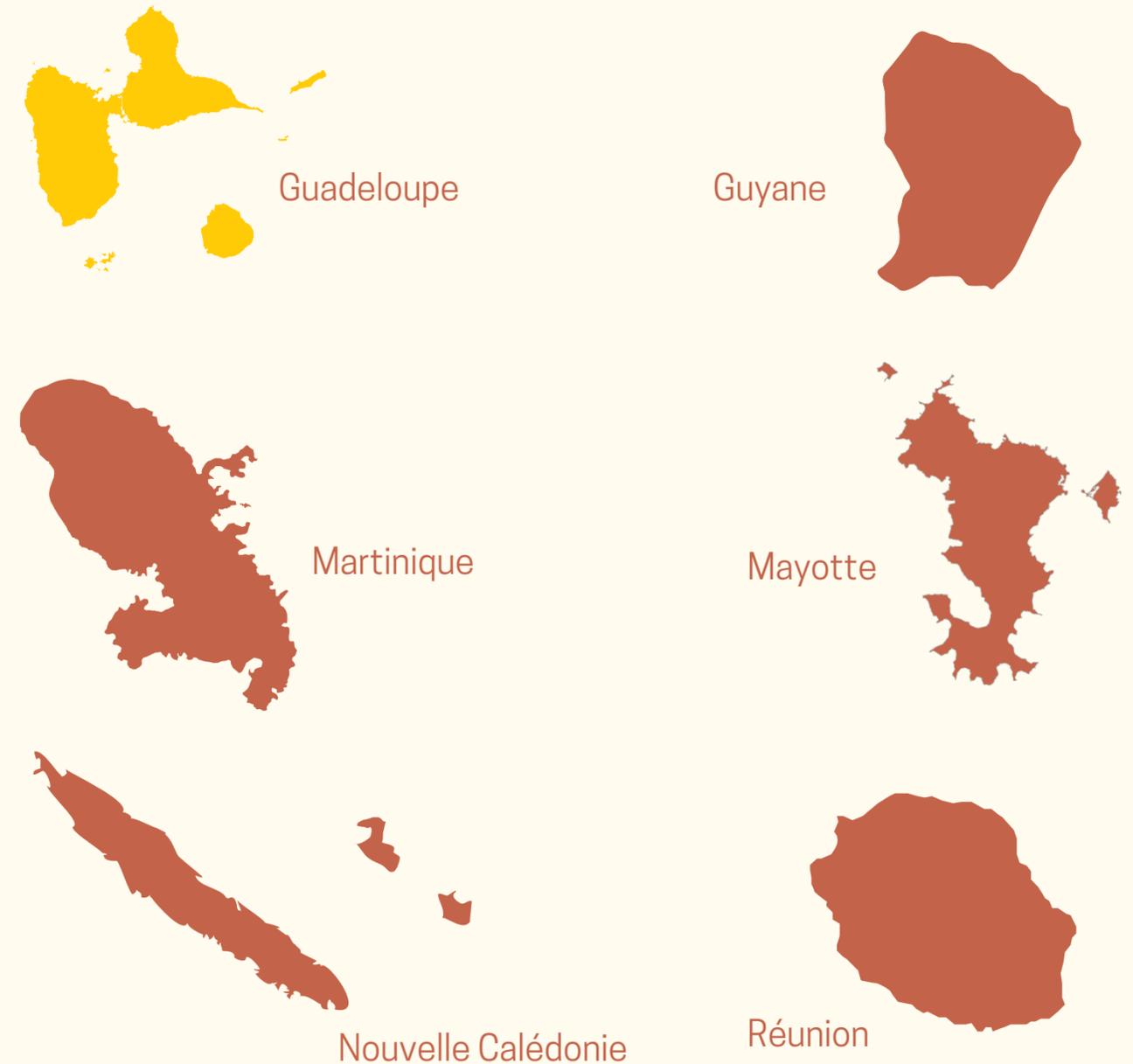
Une forte dépendance aux importations alimentaires

- Tous les territoires ultramarins présentent une forte vulnérabilité liée à leur dépendance aux importations.
- **Nouvelle-Calédonie : 80 % de dépendance alimentaire (ADEME, 2022)**
 - Dépendance totale pour céréales, farines, pâtes.
 - Production locale significative pour œufs, porc, légumes, poisson.
- **Mayotte : 65 % de dépendance (ADEME, 2022)**
 - Presque autosuffisante pour fruits, légumes et œufs (92,3 % en 2017) (DAAF Mayotte-SISE, 2017)
- **Martinique : 87 % de dépendance (ADEME, 2022a)**
 - Importation massive de boissons, céréales, fruits/légumes, produits laitiers.
 - Taux de couverture : œufs (97 %), légumes (35 %), porc (29 %), fruits (25 %) (ADEME, 2022b)
- **Risque majeur en cas de rupture d'approvisionnement.**



Un modèle de production local structurellement limité

- **Héritage colonial : place importante de l'export (banane, canne à sucre), au détriment de l'autosuffisance alimentaire.**
 - La Réunion : canne = 50 % des exportations, 14 000 emplois (MASA, 2021)
 - Martinique : 3,1 % des exploitations = 47 % de la SAU, 44 % de la SAU dédiée à la banane (Moureau et al., 2005)
- **2 modèles agricoles qui co-existent :**
 - Agriculture vivrière (Mayotte), traditionnelle et itinérante (Guyane)
 - Agriculture intensive et mécanisée (Guyane littorale, Réunion)
- **Agriculture biologique marginale :**
 - NC : 4 % de la SAU (CANC, 2019) / Guadeloupe : 2 % des exploitations (DAAF, 2022)
 - Mayotte : 5,7 %, Réunion : 5 % (AGRESTE, 2021)



Un modèle de production local structurellement limité

- **Vieillesse de la population agricole (Guadeloupe, Martinique)**
 - Peu de renouvellement, difficultés de transmission des exploitations.
 - En 2020, l'âge moyen des chefs d'exploitation dans les DOM atteint 53 ans, soit 4 ans de plus qu'en 2010, marquant un vieillissement plus rapide qu'en métropole (52 ans, +1 an sur la même période) (AGRESTE, 2024).
- **Contraintes géographiques fortes :**
 - Guyane : forêt primaire dense
 - Réunion : relief montagneux/volcanique
 - Polynésie : motu sableux, manque de terres
- **Résultat :** production limitée, morcelée et peu mécanisable



Des filières locales peu structurées

- **Faible intégration dans les circuits formels :**
 - Mayotte : seulement 0,4 % des fruits/légumes vendus dans le circuit formel (IEDOM, 2020)
 - Autres DOM : environ 60 % de la production vendue hors circuit déclaré
 - Exemple NC : 3 000 t de tubercules + 2 300 t de viande issues du secteur informel (DAVAR, ERPA, 2017 ; CPS, 2018)
- **Faibles capacités de transformation, stockage, logistique locale**
- => **Cela fragilise l'économie agricole locale et la qualité sanitaire des produits**



Des prix alimentaires plus élevés qu'en Métropole fragilisant la sécurité alimentaire

- **Le panier alimentaire moyen est 66 % plus cher qu'en Métropole (Familles rurales, 2019)**
 - Les prix à la consommation dépassent de 7 à 12 % ceux de l'Hexagone (Autorité de la concurrence, 2019)
- **Raisons :** Coût du fret, marges des intermédiaires, dépendance aux importations, faible concurrence
- => **Conséquences :** pouvoir d'achat affaibli et accès à une alimentation saine limité pour une partie de la population



Des inégalités économiques et sociales qui renforcent l'insécurité alimentaire

- **Taux de pauvreté plus important qu'en métropole (14,6%) (INSEE, 2020-2021) :**
 - Mayotte : 77,3 %, Guyane : 52,9 %, Réunion : 38,3 %, Guadeloupe : 34,5 %, Martinique : 28,6 %, NC : 18,3 %
- Alimentation ultra-transformée en remplacement des régimes traditionnels (créole, mahoraise...même si celles-ci restent importantes)
- **Impacts sanitaires :**
 - NC : 68 % en surpoids, 38 % obèses, 5,74 % diabétiques (ASS NC, 2015-2020)
 - Réunion : 13 % des adultes diabétiques (2× moyenne nationale) (ARS Réunion, 2023)
 - Guadeloupe/Martinique : 52 et 53% en surpoids (INSEE, 2021)
- => **Transition alimentaire subie, appauvrissement de la qualité nutritionnelle**



Les principaux risques pour l'alimentation des territoires d'Outre-mer : synthèse

- **Des systèmes alimentaires peu résilients face aux crises globales**
- **Multiples menaces :**
 - Changement climatique, montée des eaux, cyclones, sécheresses
 - Crises économiques, hausses des prix, instabilité politique
- **Les systèmes alimentaires sont exposés et peu préparés**
 - Dépendance aux importations
 - Faible production locale
 - Manque d'infrastructures
 - Vulnérabilité sociale
- **=> Besoin urgent de renforcer la résilience locale et territoriale**

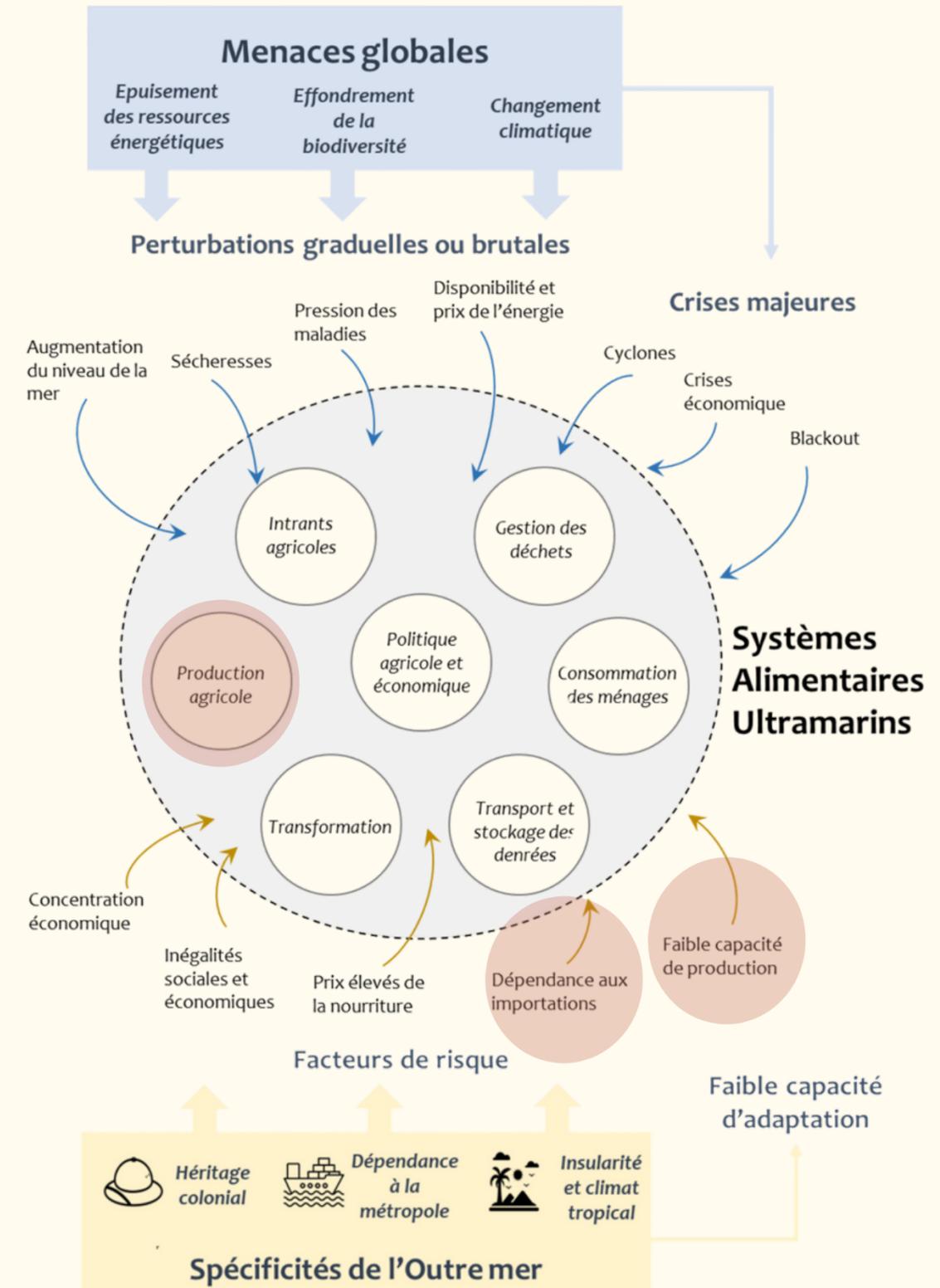


Figure 2 : Principaux facteurs de risques et de vulnérabilité des systèmes alimentaires dans les Outre-mer. Source : Les Greniers d'Abondance, CC BY-NC-SA.

Construire des systèmes alimentaires ultramarins résilients

Pour des systèmes alimentaires ultramarins plus résilients (SPW DD, 2018) :

- **Diversifié** : éviter la monoculture pour limiter les risques face aux maladies ou ravageurs.
- **Solidaire et polyvalent** : favoriser les réseaux d'acteurs interdépendants (ex. plusieurs petites unités de transformation plutôt qu'une seule centrale).
- **Autosuffisant** : renforcer la production locale pour limiter la dépendance extérieure, notamment en alimentation humaine et animale.
- **Cohérent** : agir de manière systémique (ex. : produire en bio et réduire la dépendance aux énergies fossiles).



Le rôle des PAT dans la résilience alimentaire des territoires

Pour rendre le système plus résilient, il est important que celui-ci soit :

- **Diversifié : Éviter la monoculture pour limiter les risques (maladies, ravageurs), et encourager la diversité alimentaire.**
- **Guyane :**
 - **Yan'Agri Days (INTERVIG, VAYANA, IFIVEG, AMASEGUY)** : sensibilisation des jeunes et du grand public à la consommation variée de produits locaux à travers des dégustations, ateliers et visites de fermes.
 - **Formation agroécologique (Réso'them)** : intégration de la diversité de culture et biodiversité dans les exploitations agricoles via des pratiques agroforestières et biologiques.
- **Guadeloupe :**
 - **Ti Po Péyi** : offre de petits pots pour bébés à base de produits tropicaux et locaux, favorisant la diversification dès le plus jeune âge.
- **Martinique :**
 - **Défi Ti Manmay (Espace Sud)** : concours culinaire inter-écoles pour valoriser la cuisine locale et l'éducation au goût.



Le rôle des PAT dans la résilience alimentaire des territoires

Pour rendre le système plus résilient, il est important que celui-ci soit :

- **Solidaire et polyvalent : Développer des réseaux d'acteurs locaux, éviter la centralisation, mutualiser les ressources.**
- **Réunion :**
 - **PTCE OSPAAL (Commune de l'Entre-Deux) :** coopération entre collectivités, associations et entreprises pour structurer des circuits courts via une SCIC et une plateforme logistique.
 - **Ateliers mobiles de la Banque Alimentaire des Mascareignes :** camion itinérant proposant des ateliers « cuisine et nutrition » au plus près des habitants.
- **Guadeloupe**
 - **Lizin Santral (CANGT) :** unité de transformation multi-produits, soutenant les filières locales pour les cantines scolaires (10 000 repas/jour prévus).
- **Mayotte**
 - **Coopération DAAF, CAPAM, COOPAC :** projet de création de 6 cuisines centrales pour approvisionner 70 réfectoires en produits locaux.



Le rôle des PAT dans la résilience alimentaire des territoires

Pour rendre le système plus résilient, il est important que celui-ci soit :

- **Autosuffisant : Renforcer la production locale pour réduire la dépendance extérieure.**
- **Réunion**
 - **Marque 100% La Réunion (Département) :** label de valorisation des produits locaux pour inciter à la consommation locale et soutenir les producteurs.
- **Guadeloupe**
 - **PAT Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) :** développement d'une ferme-école et intégration du risque alimentaire dans les plans de gestion des risques.
- **Guyane**
 - **Label RUP Guyane (INTERVIG) :** adaptation des normes de qualité à la réalité locale pour favoriser l'intégration des produits locaux en restauration collective.
- **Nouvelle-Calédonie**
 - **Plateforme Produits Frais (Chambre d'Agriculture) :** vente directe en ligne des produits agricoles locaux en réponse à la crise sanitaire.



Guadeloupe



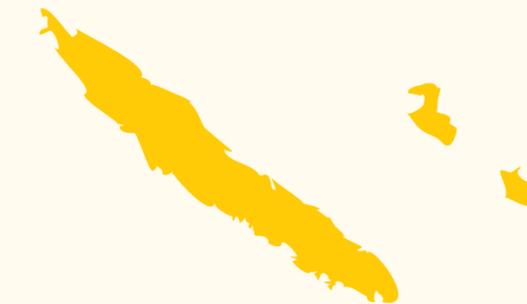
Guyane



Martinique



Mayotte



Nouvelle-Calédonie



Réunion

Le rôle des PAT dans la résilience alimentaire des territoires

Pour rendre le système plus résilient, il est important que celui-ci soit :

- **Cohérent : Adopter une vision systémique (pratiques durables, liens entre alimentation, santé, énergie, éducation).**
- **Réunion :**
 - **Assises de l'alimentation (Département) :** approche transversale réunissant acteurs publics et privés pour co-construire une stratégie de souveraineté alimentaire.
- **Martinique :**
 - **Défi Familles à Consommation Locale (Espace Sud) :** accompagnement sur 9 mois incluant jardinage, ateliers, visites et concours pour ancrer la durabilité.
- **Guyane :**
 - **Assistance Alimentaire Participative (CACL/ADESS) :** dispositif d'aide alimentaire intégré à une dynamique d'économie sociale et solidaire.
- **Nouvelle-Calédonie :**
 - **Charte de restauration scolaire (Agence sanitaire) :** outil de gouvernance éducative promouvant une alimentation équilibrée, locale et durable dans les établissements scolaires.



Conclusions

La crise du Covid-19 a mis en lumière la vulnérabilité de l'approvisionnement alimentaire. Sur les territoires dotés d'un **Projet Alimentaire Territorial (PAT)**, des réponses rapides ont pu être apportées grâce à :

- **Un réseau d'acteurs locaux déjà structuré et coopérant ;**
- **Une connaissance fine du territoire (production, besoins, circuits) issue du diagnostic initial du PAT ;**
- **Un rôle d'animation assuré par le porteur du PAT, facilitant coordination et réactivité ;**
- **Des outils (souvent numériques) déjà en place pour informer, orienter, relier offre et demande.**

Deux axes d'action majeurs :

- **Maintenir un approvisionnement de proximité (ex. Haut Languedoc),**
- **Soutenir l'aide alimentaire aux plus précaires (ex. Bouches-du-Rhône).**

=> Les PAT sont des outils structurants pour renforcer la résilience alimentaire des territoires.



MERCI ET A BIENTÔT



Retour d'expérience : PAT de l'Espace Sud Martinique

Karen Toris, Responsable
Ruralité et Agriculture



PRESENTATION SYNTHETIQUE



PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

Direction Développement économique

Service Développement rural et agricole

Karen TORIS - Responsable ruralité et agriculture



Espace
Sud



1. PAT : pourquoi et comment ?



PROJET ALIMENTAIRE
TERRITORIAL

2021 : Délibération des élus

DES OBJECTIFS CLES

- Favoriser une alimentation locale saine, pour tous
- Relocaliser l'agriculture et l'alimentation sur notre territoire
- Fédérer autour des enjeux de transition agricole, environnementale et alimentaire



Etat de maturité

ETAPE 1

Un diagnostic
territorial co-
construit

ETAPE 2

Une stratégie
alimentaire
partagée

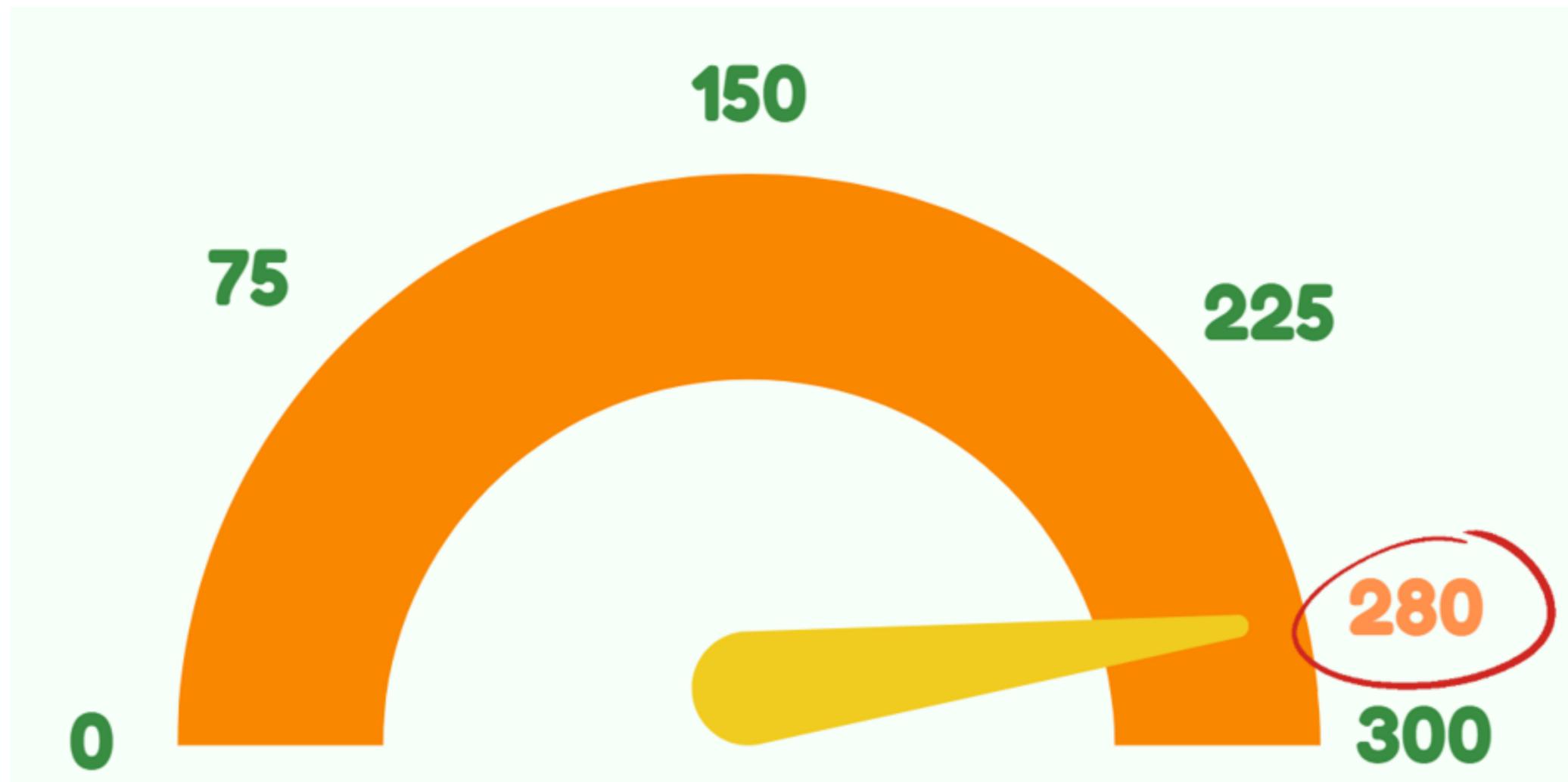
ETAPE 3

Mise en oeuvre
d'un plan
d'actions
concrètes

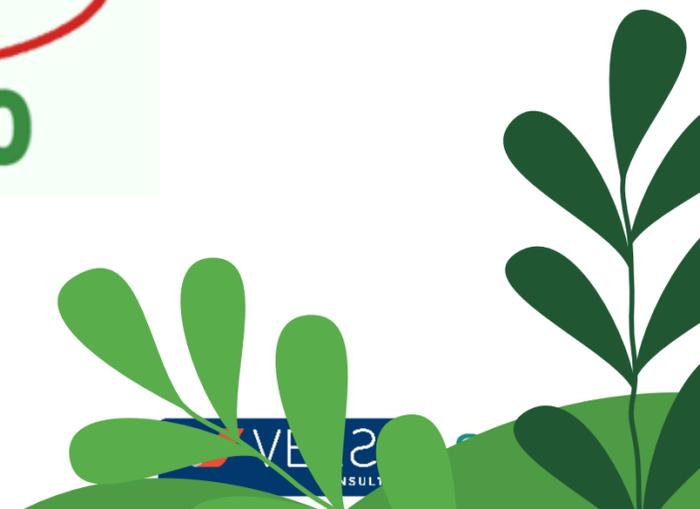


Espace
Sud

BAROMETRE DE MOBILISATION DES ACTEURS



*Sé ansanm-ansanm
nou ké sa améloré manniè manjé nou !*





DIAGNOSTIC : quelques focus

- Très forte dépendance alimentaire vis-à-vis des importations : 87%
- Diminution des exploitations agricoles : -24% en 10 ans sur la CAESM
- Augmentation de la pauvreté : 48% des - 30 ans < seuil de pauvreté
- Prévalence des maladies chroniques liées à l'alimentation : diabète, obésité, hypertension
- Manque de produits locaux de qualité dans la Restauration collective : 4% de produits de qualité au lieu des 20% fixés par la loi EGALIM

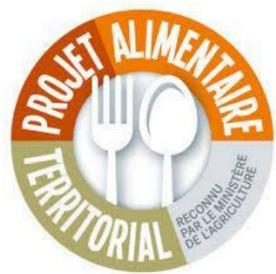


Document consultable sur le site web du PAT de l'Espace Sud et via ce QR Code



<https://espacesud.fr/pat/>





LES 3 ENJEUX DU PAT DE L'ESPACE SUD



UNE ALIMENTATION **LOCALE, Saine et de QUALITÉ ACCESSIBLE** À TOUS LES HABITANTS DE L'ESPACE SUD



Sensibiliser à une consommation locale et durable

Rendre accessible au plus grand nombre, les produits locaux et sains

UNE RESTAURATION COLLECTIVE ENGAGÉE DANS LA VALORISATION DE LA PRODUCTION LOCALE ET L'ÉVOLUTION DES HABITUDES ALIMENTAIRES



Favoriser l'approvisionnement en produits locaux et durables pour la restauration collective

Renforcer l'éducation alimentaire & la lutte contre le gaspillage

UN TISSU AGRICOLE ET UN SECTEUR HALIEUTIQUE DURABLES, PAR LA MISE EN RÉSEAU DES ACTEURS



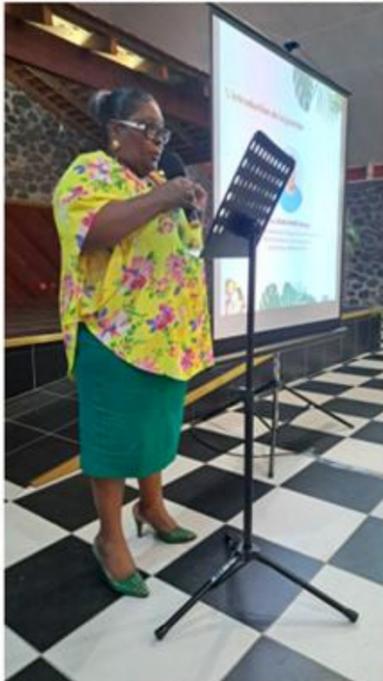
Faciliter la mise en oeuvre de projets agricoles, d'agrotransformation

Faciliter la mise en oeuvre de projets favorisant le développement et la valorisation des ressources halieutiques

Encourager la coopération entre acteurs et valoriser les métiers

Les orientations stratégiques

2. Le forum de l'alimentation locale : 13 mars 2025





2. Le forum de l'alimentation locale : quel bilan ?

Points positifs

- **Une mobilisation importante** : 110 participants (objectif : 80)
- **Une belle couverture médiatique** (6 reportages et articles)
- **Une bonne représentativité des acteurs de la production à la consommation** (saluée par les participants)
- Présence des élus (5)
- Un budget maîtrisé : 3260 euros (hors objets promotionnels pour la comm')
- Une cohérence globale : lieu anciennement agricole, traiteur mettant à l'honneur les produits locaux et ayant une démarche environnementale
- **l'implication des collègues des autres Directions et des partenaires**
- Des participants globalement très satisfaits

Pistes d'amélioration

- **Une méthodologie d'atelier plus adaptée** : en plus petits groupes pour faciliter les échanges et l'expression de tous
- **Impliquer davantage les acteurs de la filière Pêche et aquaculture**
- **Une sonorisation à revoir** : malgré des tests en amont, la qualité du son a été instable
- Un écran plus grand pour faciliter la visibilité pour les personnes assises au fond
- La gestion du temps : prévoir davantage de temps pour les ateliers et des temps de pause



2. Bilan du forum de l'alimentation locale

Retours des questionnaires

- 59 personnes ayant rempli le questionnaire (53%)

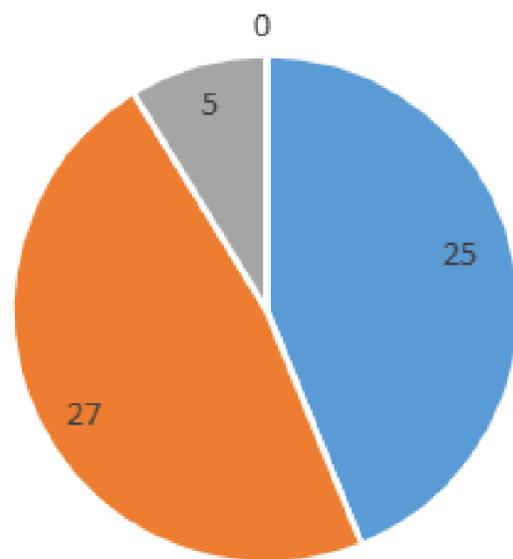
Intérêt du contenu



■ intéressant ■ moyennement intéressant ■ peu intéressant

98% de satisfaction

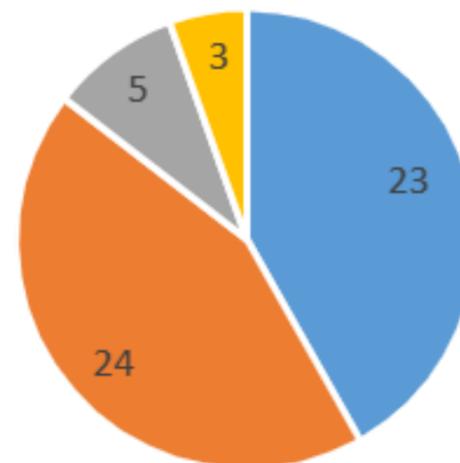
Appréciation de l'organisation globale



■ Très bien ■ bien ■ assez bien ■ à revoir

91% de satisfaction

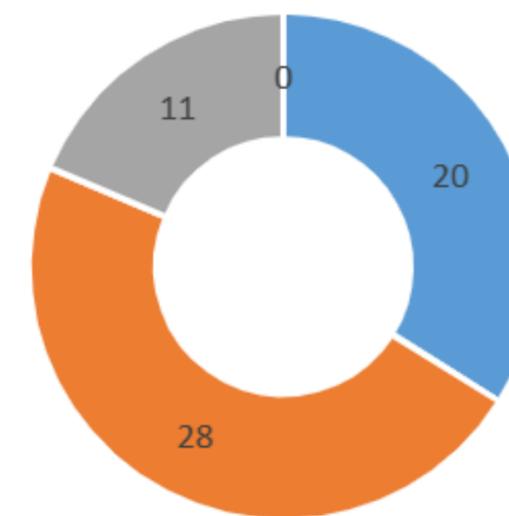
Appréciation de l'animation des différents intervenants



■ Très bien ■ bien ■ assez bien ■ à revoir

86% de satisfaction

Appréciation des ateliers



■ Très bien ■ bien ■ assez bien ■ à revoir

81% de satisfaction





2. Bilan du forum de l'alimentation locale

Des attentes fortes sur la suite

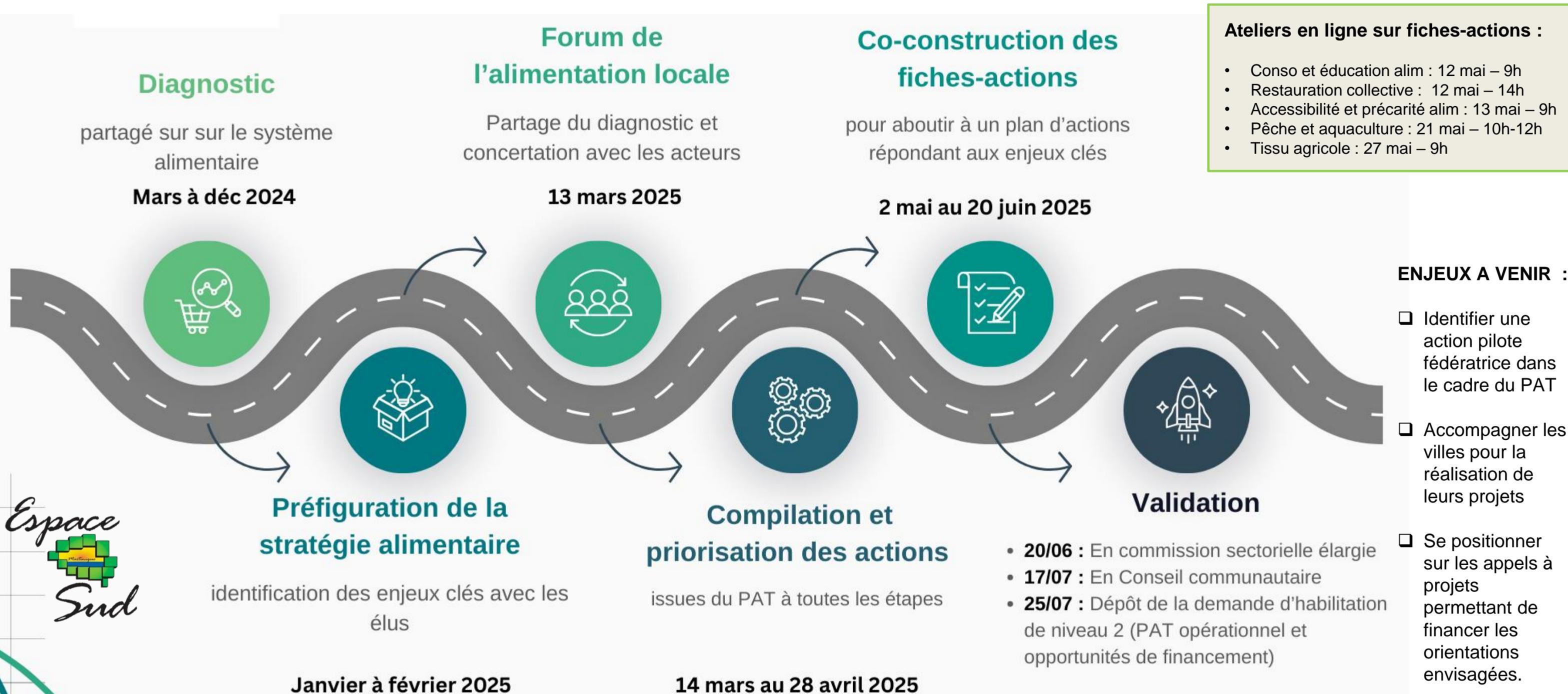
Le forum de l'alimentation locale :

le rendez-vous annuel des acteurs de l'alimentation dans le Sud ?

Espace
Sud



3. Feuille de route PAT



CADRE STRATÉGIQUE DU PAT DE L'ESPACE SUD



Objectifs stratégiques

Objectifs stratégiques

Orientations stratégiques

Développer des pratiques alimentaires saines, durables et s'inscrivant dans la gastronomie martiniquaise

Rendre les produits sains et locaux, accessibles au plus grand nombre, notamment les publics vulnérables

Favoriser l'approvisionnement en produits locaux et durables pour la restauration collective

Orientations stratégiques

Orientations stratégiques

Encourager la coopération entre acteurs et valoriser les métiers

Faciliter la mise en œuvre de projets agricoles et d'agrotransformation

Faciliter la mise en œuvre de projets favorisant le développement et la valorisation des ressources halieutiques

Renforcer l'éducation alimentaire & la lutte contre le gaspillage

3 enjeux

UNE ALIMENTATION LOCALE, SAINE ET DE QUALITÉ ACCESSIBLE À TOUS LES HABITANTS DE L'ESPACE SUD

UN TISSU AGRICOLE ET UN SECTEUR HALIEUTIQUE DURABLES, PAR LA MISE EN RÉSEAU DES ACTEURS

UNE RESTAURATION COLLECTIVE ENGAGÉE DANS LA VALORISATION DE LA PRODUCTION LOCALE ET L'ÉVOLUTION DES HABITUDES ALIMENTAIRES

Améliorer l'accès au foncier et accompagner à l'installation

Encourager les projets collectifs et promouvoir les métiers agricoles

Développer des solutions de commercialisation adaptées

Développer des outils ou services de proximité

Développer la production agricole du territoire avec des pratiques durables

Développer l'agrotransformation

Renforcer et valoriser les filières de la mer

Développer la pêche et l'aquaculture

Objectifs stratégiques

Agir sur la commande publique

Développer les outils permettant de faciliter la correspondance offre/demande

Favoriser l'interconnaissance (partage du fonctionnement et des besoins entre production agricole et restauration collective)

Développer la production agricole

Faire de la restauration collective un débouché attractif aux yeux de la production agricole

Mettre en place des actions d'éducation au goût et au bien manger par les menus

FICHES-ACTIONS DU PAT DE L'ESPACE



ENJEU 1 : ALIMENTATION SAIN, LOCALE, ET DE QUALITE POUR TOUS

- **Education et consommation alimentaire :**
3 fiche-actions
- **Accessibilité et précarité alimentaires :**
3 fiches-actions

ENJEU 2 : RESTAURATION COLLECTIVE ET VALORISATION DE LA PRODUCTION LOCALE

- **Restauration collective :**
5 fiches-actions

ENJEU 3 : TISSU AGRICOLE ET SECTEUR HALIEUTIQUE

- **Tissu agricole :**
5 fiches-actions
- **Pêche et aquaculture :**
4 fiches-actions

**20
ACTIONS
AU TOTAL**

Action 1 : Mener des actions de sensibilisation et d'éducation au bien manger local

Orientation 1 : Développer des pratiques alimentaires saines, durables et s'inscrivant dans la gastronomie martiniquaise

Objectif stratégique : Sensibiliser en faveur d'une consommation durable, saine et ancrée dans le territoire

Nature de l'action : Sensibilisation et communication

Public cible : Scolaires, maisons d'assistantes, maternelles/crèches, seniors, adultes, chefs de la restauration collective

Rôle de la CAESM : Faire, soutenir et coordonner

Rôle des communes : Relais (ex : auprès des classes des écoles)

Impact attendu : Augmentation du changement local, Renforcement de l'entre-prise, Effet d'entraînement

Objectifs de l'action : Favoriser une montée en compétences, Lutter contre le gaspillage alimentaire, Améliorer les familles/les scolaires vers une autoconsommation, Encourager à consommer d'avantage local et durable, Promouvoir le Bien et mieux manger local, Réduire l'impact carbone lié à l'achat des produits alimentaires importés

Résultats attendus : Défis famille : voir contenus dédiés, Une montée en compétences professionnelle, Une augmentation du nombre de professionnels impliqués, Une meilleure appropriation par les publics

Points de vigilance : Cohérence des messages, éviter les contradictions entre les discours et les pratiques, Clarté : langage clair, précis, français et en français

Initiatives inspirantes / Ressources : XXX

Action X : Développer les procédures de la commande publique

Orientation 3 : Favoriser l'approvisionnement en produits locaux et durables pour la restauration collective

Objectif stratégique : Agir sur la commande publique

Nature de l'action : Outil de structuration / Animation économique

Public cible : Acheteurs publics, SOGES, producteurs, fournisseurs

Rôle de la CAESM : Accompagner

Rôle des communes : Relais auprès des producteurs / OP

Thématiques SNANC : Approvisionnement Restauration collective

Impact attendu sur l'orientation stratégique : Meilleure intégration des produits martiniquais, réduction de la dépendance aux produits importés standardisés

Maturité de l'action : Pratiques déjà engagées par la PAT, à formaliser et massifier via le FAT

Partenaires présents : SOGES, CAESM, Chambre d'agriculture, producteurs/OP, FARM, collectivités (collèges des écoles), CIRAD, CTM, DAAF

Articulation avec d'autres politiques publiques :

Indicateurs de réalisation et de résultats : N° de procédures intégrant des segments de produits en circuits courts, N° de produits courts dans les achats, N° de producteurs / Martinique locaux mobilisés

Points de vigilance : Bien clarifier le rôle de la CAESM comme catalyseur, pas comme gestionnaire de foncier, S'assurer de la fiabilité des données foncières, Sensibiliser les élus locaux sur la perte de terres agricoles au profit d'usages urbains ou naturels

Budget : À estimer selon les modalités techniques choisies (outil numérique, animation d'événements, coordination partenariale) : 20 à 80 k€

Articulation avec d'autres politiques publiques : Direction Aménagement et Développement

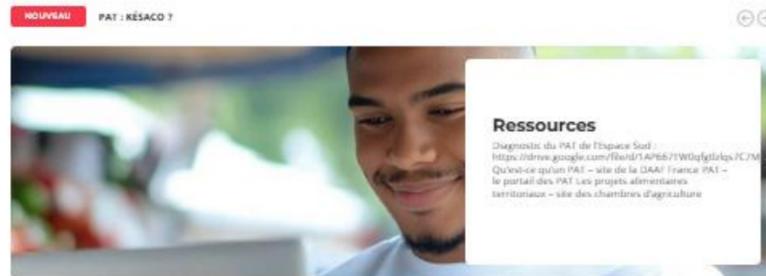
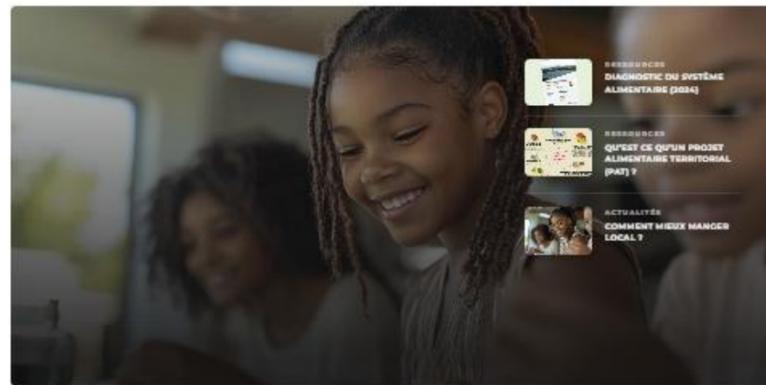
Initiatives inspirantes / Ressources : XXX

4. Suivre les actualités du PAT



Via la lettre d'info trimestrielle

Via le site web : <https://espacesud.fr/pat/>



DIAGNOSTIC DU SYSTÈME ALIMENTAIRE (2024)

Téléchargez le Diagnostic (11Mo pdf)
[CLIQUEZ ICI POUR ACCÉDER À LA RESSOURCE EN LIGNE](#)



Related posts



ACTUALITÉS
Le Forum de l'alimentation locale



ACTIONS
Actions !



RESSOURCES
Qu'est ce qu'un Projet Alimentaire territorial (PAT) ?



"P.A.T. en pot" du 1er trimestre 2025

Découvrez la toute nouvelle lettre d'info du PAT de l'Espace Sud : "P.A.T. en pot"

Vous l'aurez compris, il s'agit d'un clin d'oeil gourmand à notre traditionnel Paté en pot. Avec ses rubriques toutes plus appétissantes les unes que les autres, cette savoureuse soupe d'info vous plongera dans le "nannan" de ce projet structurant pour notre territoire Sud.

La nou yé



FORUM DE L'ALIMENTATION LOCALE DE L'ESPACE SUD



MERCI A TOUS - DES QUESTIONS ?



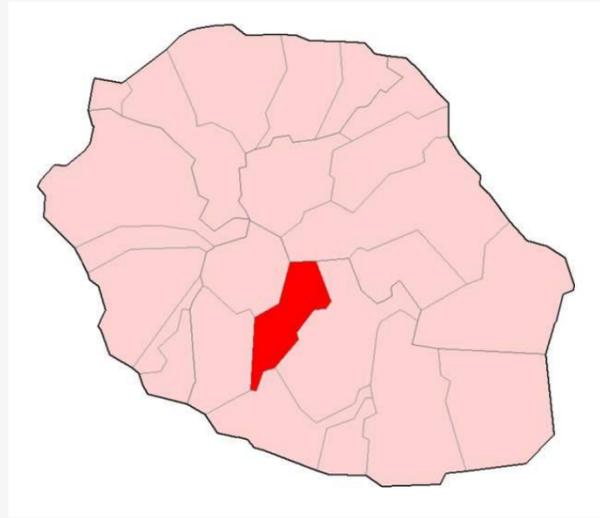
Contact :
Karen TORIS - Responsable ruralité et agriculture
karen.toris@espacesud.fr
0596 62 53 53



Retour d'expérience : PAT de l'Entre-Deux La Réunion
Une Organisation Solidaire pour la Production Agricole et Alimentaire Locale pour le territoire de La Réunion

Reine-Claire Galmar, Responsable du service Ville en Transition





ENTRE-DEUX 97414

Petite ville créole de demain , Entre-Deux se situe entièrement dans les hauts, en Zone Rurale.

6000 Ha.

80% zone forestière : massif Dimitile

7000 hbt

137 hab/km²

Enclavé – ilette

29,3 % chômage

32% taux de pauvreté

78 ha SAU ; (153 ha en 2000) :

357 ha en zone A – 5,3 % de la surface communale

Diminution de 2,1 ha (2011)

Maraichage

EMERGENCE DU PAT & PTCE OSPAAAL



1er trimestre

2e trimestre

3e trimestre

4e trimestre

2021

Consultations citoyennes
/agriculteurs/
Associations/Institutions

Ingénierie phase 1

Installation comité de pilotage/ Validation du PTCE OSPAAAL émergent/Lancement d'une première étude relative à la gouvernance du PTCE/Participation étude CD groupement de commandes des communes

Validation pour la commune de l'E2 des axes alimentaires et agricoles :
Reconnaissance 1 du PAT et du diagnostic agricole

2022

Signature de la charte nationale des PTCE pour le PTCE OSPAAAL
Validation de la gouvernance du PTCE OSPAAAL. /
Présentation du PTCE émergent au ministère de l'économie.

Déploiement des actions du PAT E2. Jardins partagés/biodéchets/éducation/ gaspillage/ Restauration scolaire/ Participation recherche action CIRAD

Déploiement actions charte agricole - transmission foncière/ gestion bien sans maître -terre en friche gestion de l'eau/boutique de producteurs/

Ingénierie phase 2 : Etude diagnostic alimentaire/ Gaspillage alimentaire/ lancement création SCIC OSPAAAL/étude de marché maraichage, miel, papam.

signature charte agricole

2023

Définition SCIC OSPAAAL Objet
Modèle économique

Réception gaspillage alimentaire
Souscription SCIC

Action de la fourche à la fouchette

réception étude de marché Début de mobilisation des autres communes

lancement étude groupement de commandes/
Mobilisation des communes/
Signature complémentaires PTCE /
Validation ministérielle PTCE
Permanent

Feuille de route - grands axes du PAT

✓ Un **diagnostic et une stratégie agricole et alimentaire** pour aujourd'hui et demain

✓ Des **actions opérationnelles** pour accélérer la transition agricole et alimentaire du territoire

✓ Un **suivi et une évaluation** de sa mise en œuvre

4 AXES PRIORITAIRES pour le territoire

Autosuffisance et circuit-court en restauration scolaire

Accès à une alimentation de qualité pour tous

Protection du capital santé par l'éducation et la valorisation du patrimoine alim.

Gestion des déchets et lutte contre le gaspillage alimentaire



Plan d'actions : Bilan 2022-2024

Actions transverses

Légende: Plan d'actions (PA)

- PA prévisionnel accompli
- PA prévisionnel non accompli
- Ajout au PA prévisionnel

Protocole d'évaluation

Diagnostic alimentaire et agricole, validation charte agricole

Validation du PLU et Installation du CLA

Création PTCE OSPAAL

Création SCIC OSPAAL

Autosuffisance et circuit-court (en resto co)



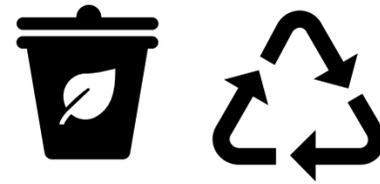
Formation, Séminaires et Concours de la resto co

Repas végétarien dans les écoles

Lutte contre le gaspillage alimentaire

Gestion des biodéchets

Gestion des déchets et lutte anti-gaspi



Action « mini-potagers »

Animation ludique et pédagogique dans les écoles

Education alimentaire – consommer autrement

Marché des simples

Education alimentaire FàF et tri dans les écoles

Protection du capital santé par l'éducation et la valorisation du patrimoine alim.



Accès à une alimentation de qualité et durable pour tous



Epicierie Epimom€ Sociale et solidaire

Jardins partagés (JP)

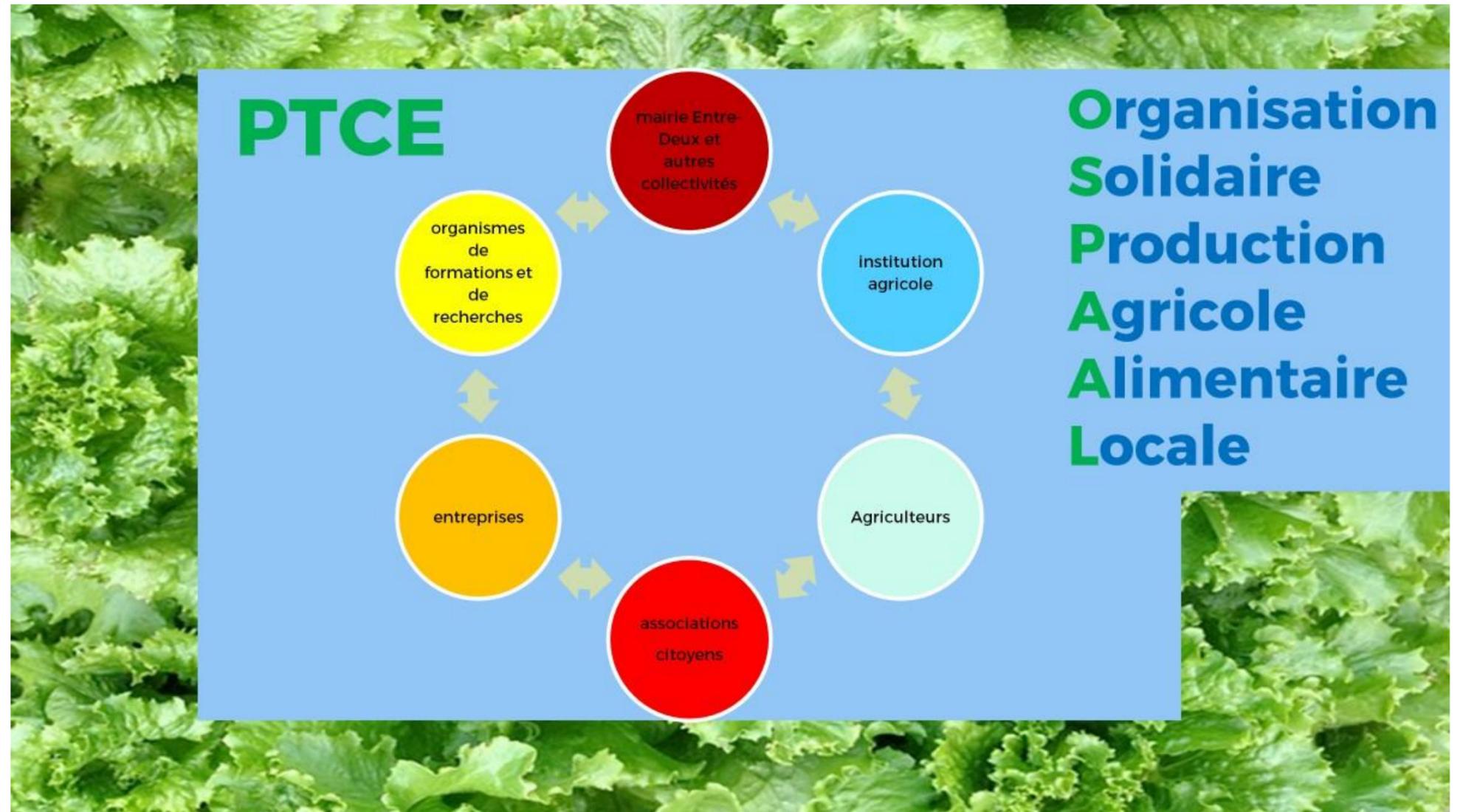
Ateliers éducatifs pour les bénéficiaires Epicierie et JP

Boutique de producteurs

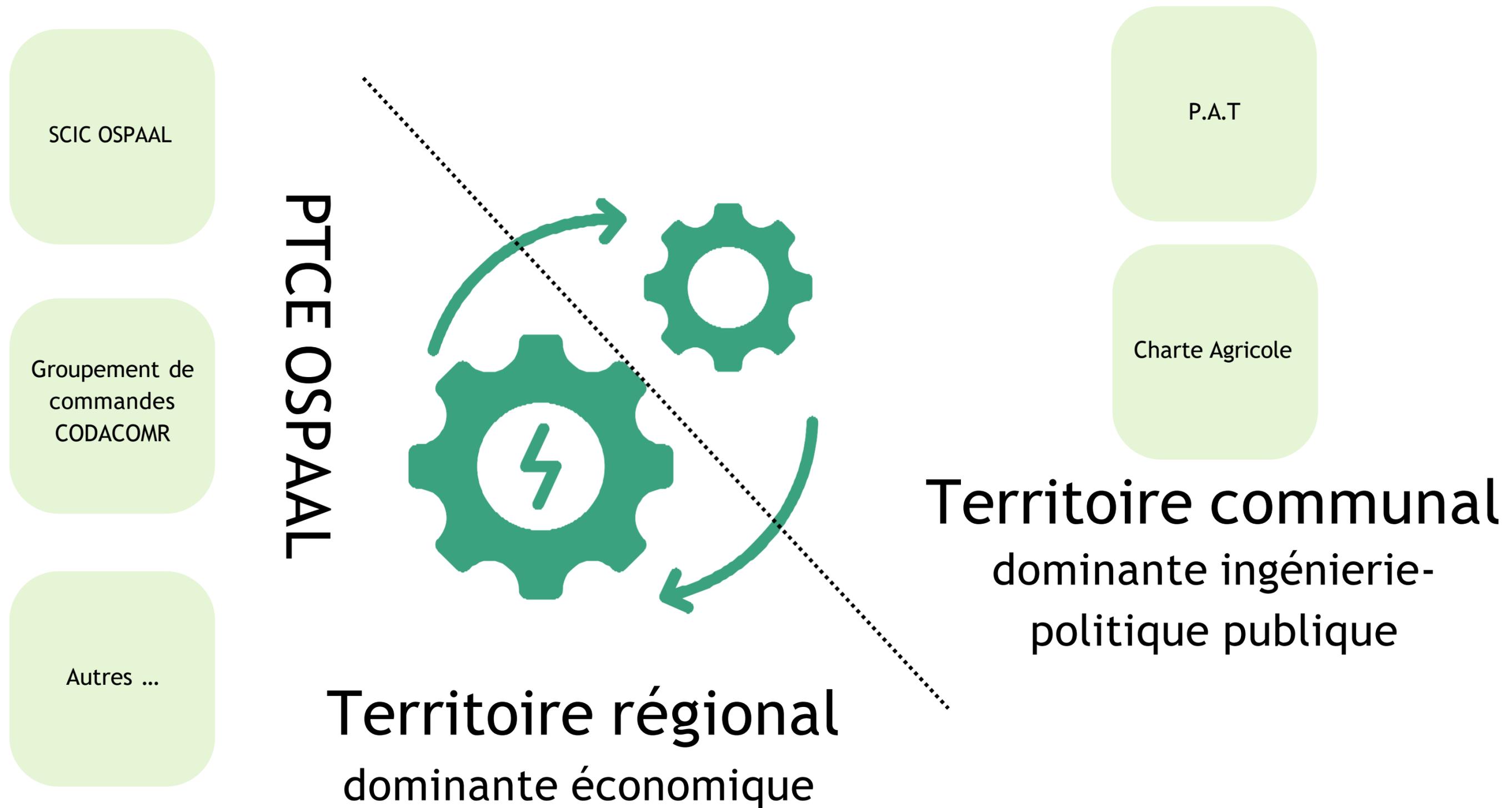
RAPPEL : PTCE ?

Conformément à la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (ESS), les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) sont constitués par le regroupement, sur un même territoire, d'entreprises de l'économie sociale et solidaire (au sens de l'article 1er de cette loi) qui s'associent à d'autres entreprises, en lien avec des collectivités territoriales et leurs groupements, de centres de recherche, d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, d'organismes de formation ou de toute autre personne physique ou morale ; pour mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation, de coopération ou de partenariat, au service de projets économiques et sociaux innovants, socialement ou technologiquement, et porteurs d'un développement local durable ;

Charte



Mécanisme de fonctionnement des dispositifs / Modélisation



P.T.C.E Cartographie des acteurs

ETAT : le Sous-Préfet de Saint-Pierre, représentant le préfet du Département, a exprimé, par sa signature de la charte PTCE OSPAAL, la volonté de l'Etat à soutenir par ses différents dispositifs et services le projet de développement. Ces projets concourent aux différentes orientations gouvernementales notamment au PNADD, au PAECT et au PNA

La Région Réunion :

Le Département de La Réunion :

L'intercommunalité CASUD :

La mairie de l'Entre-Deux et son CCAS :

La Chambre d'Agriculture :

47 opérateurs économiques représentants 92 exploitants agricoles, dont les associations , les structures de l'ESS et la recherche et développement :

10 communes de La Réunion : Les Avirons, la Plaine des Palmistes, Saint-Philippe, Cilaos, Trois-Bassins, Sainte-Suzanne, Bras-Panon, Le Tampon, La Possession, Salazie

P.T.C.E - Objectifs

« Le PTCE OSPAAAL porte de fortes dimensions économique, sociale, et environnementale. »

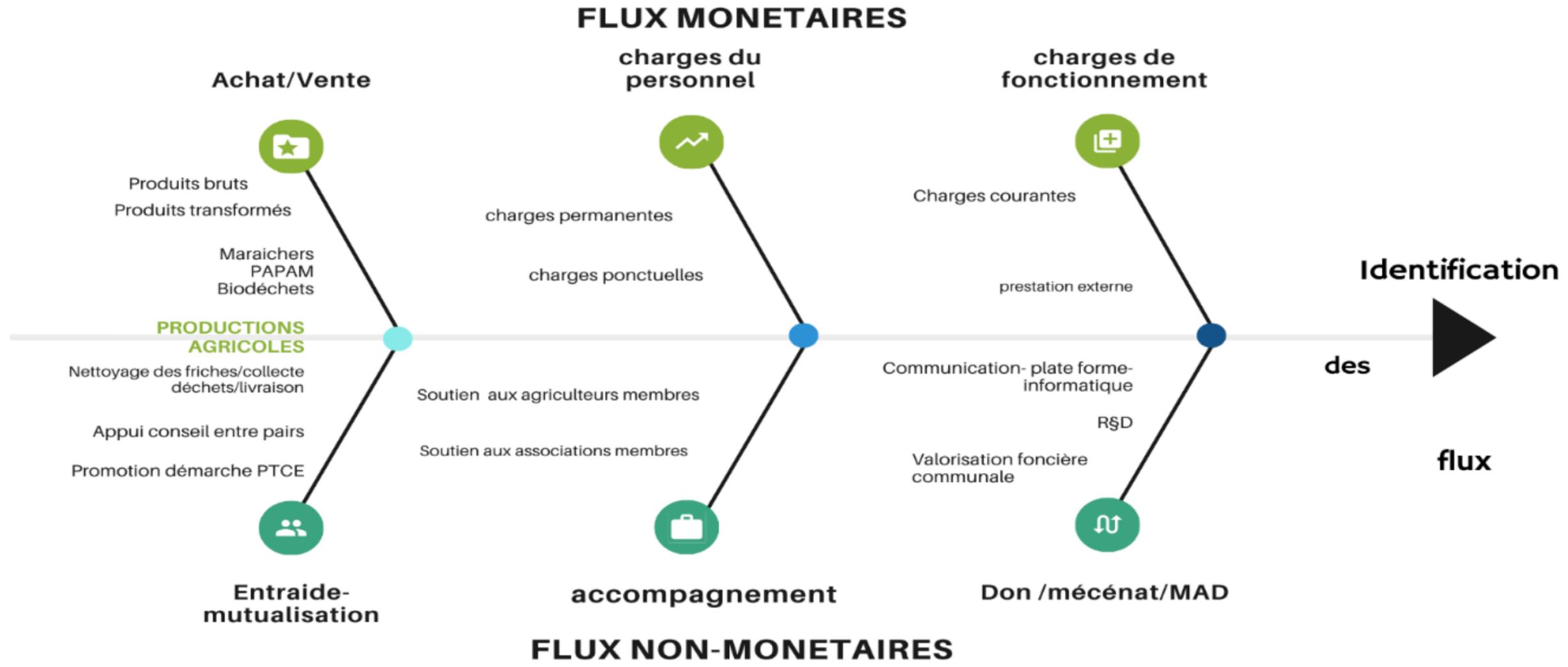
Les élus et les partenaires assignent 3 objectifs stratégiques :

1. Renforcer la souveraineté alimentaire de l'île face aux risques de pénurie qui se font sentir
2. Favoriser une alimentation saine et locale à un prix acceptable et stable pour les producteurs comme pour les consommateurs
3. Générer des emplois et des revenus localement à partir de l'agriculture »

Six objectifs opérationnels conditionnent la mise en œuvre du plan d'actions :

1. Produire localement et distribuer en circuit court, en favorisant la coopération
2. Développer / réactiver les activités agricoles
3. Maîtriser / se réappropriier le foncier
4. Approvisionner les cantines scolaires
5. Accompagner / former les agriculteurs dans de nouvelles pratiques
6. Modéliser la démarche et la promouvoir.

PTCE : un modèle économique hybride



PTCE OSPAAAL : L'OUTIL

SCIC OSPAAAL

Une démarche et un outil pour la mettre en oeuvre



Une démarche collective :
Le PTCE

S'engager tous ensemble pour « mieux manger, mieux vivre, et développer le territoire en respectant la terre et ses ressources, notre bien commun »

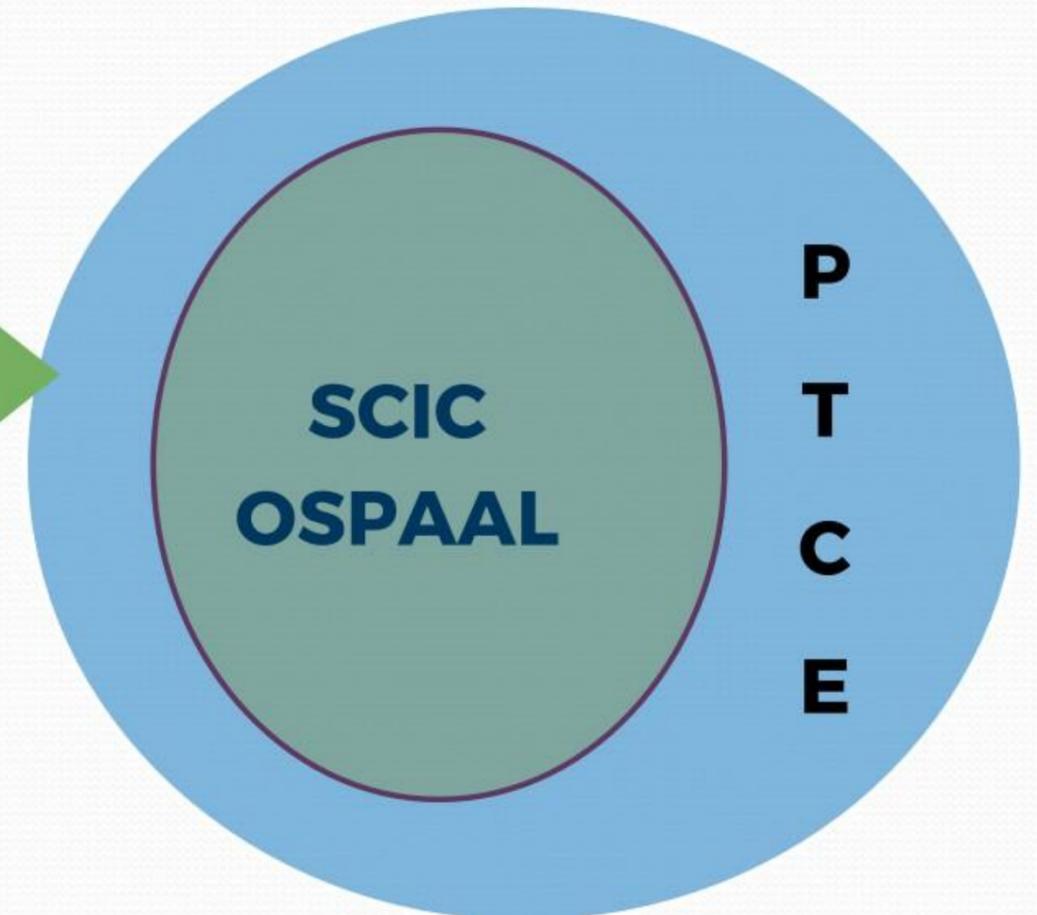
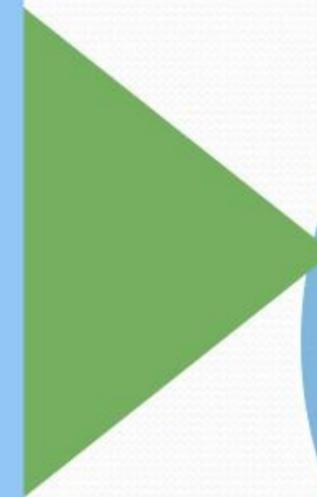


Un outil pour la mettre en oeuvre :
La SCIC

Piloter, décider, animer la
démarche PTCE

Une Société Coopérative d'Intérêt Collectif SCIC pour l'animation du PTCE

Sécurisation
et soutien
aux
agriculteurs
§ à
l'agriculture



PTCE OSPAAAL : L'OUTIL SCIC OSPAAAL



Une entreprise au modèle socio-économique propre



Un projet d'utilité sociale



19 souscripteurs



Un modèle agricole durable



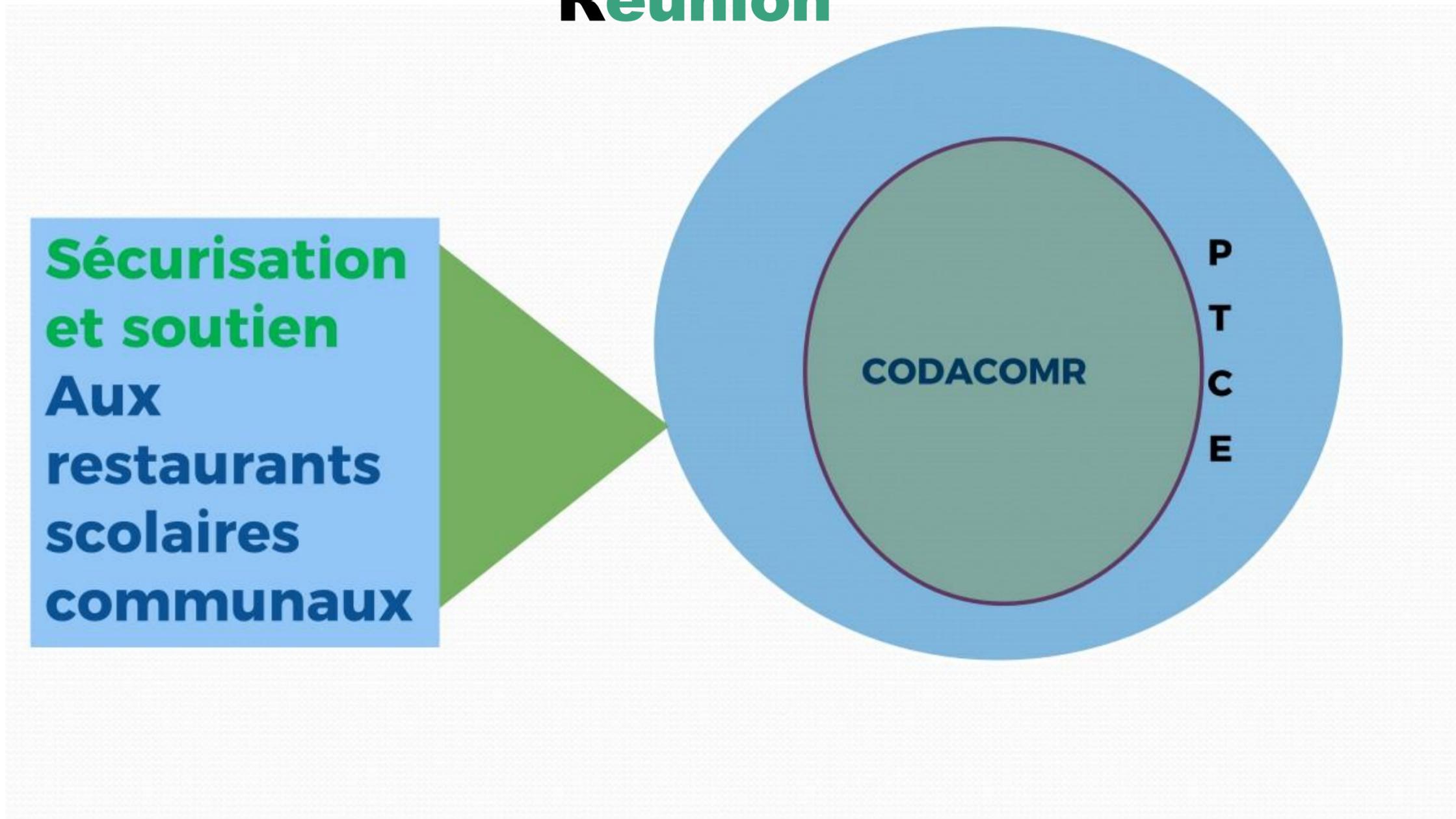
Une dynamique économique affirmée en faveur de l'emploi dans le respect de l'environnement

1. Développer un modèle agricole durable et respectueux de la biodiversité
2. Produire localement et distribuer en circuits courts en favorisant les coopérations
3. Œuvrer pour les agriculteurs les plus fragilisés valoriser leur activité et stabiliser leur activité
4. Développer / réactiver des activités agricoles de maraîchage en lien avec les attentes des consommateurs et de cultures des plantes aromatiques et médicinales
5. Accompagner / former les agriculteurs dans de nouvelles pratiques : maîtriser se réapproprier le foncier et orienter l'utilisation des friches vers l'agriculture
6. Une alimentation de qualité à un prix juste
7. Favoriser une justice sociale face à une alimentation durable et saine
8. Œuvrer pour alimentation saine et équilibrée destinées aux cantines scolaires et au centre communal d'action sociale CCAS et aux publics fragilisés
9. Redynamiser le tissu économique local à travers l'agriculture
10. Favoriser la création de nouveaux emplois dans le secteur agricole
11. Accompagner et soutenir les demandeurs d'emploi dans leur projet d'orientation et d'insertion dans l'agriculture
12. Accompagner le projet par l'éducation populaire et des conseils citoyens
13. Contribuer à la protection de l'environnement

PTCE OSPAAAL : L'OUTIL GROUPEMENT DE COMMANDES

le CODACOMR :

COmmande des **De**nrées **Al**imentaires des **CO**mmunes de la **Réunion**



PTCE OSPAAL : L'OUTIL CODACOMR :

En 2021, le conseil Départemental a mené une « étude de faisabilité d'une augmentation de la part des produits locaux dans la restauration collective scolaire et en établissements sociaux et médico-sociaux » à La Réunion.

→ Grâce à cette démarche, un axe stratégique a été proposé : création d'un **groupement de commandes pour les communes de La Réunion dédié à la restauration scolaire**.

→ La Commune de l'Entre-deux s'est portée volontaire à engager auprès d'autres communes **un groupe pilote** pour la **création du groupement de commandes** pour les communes et plus particulièrement les communes du dispositif « petites villes de demain ».



OBJECTIFS DU GROUPEMENT

- ✓ Améliorer la structuration des approvisionnements.
- ✓ Harmoniser les pratiques d'achats.
- ✓ Simplifier la réponse pour les fournisseurs du territoire (logique de « guichet unique »)

PTCE OSPAAL : L'OUTIL CODACOMR

- **La loi EGalim** (approvisionnement en produits durables et de qualité, gaspillage alimentaire, contenants alimentaires, diversification des protéines, information des usagers..)

Au 01/01/22 : la restauration collective publique devait répondre à un objectif d'approvisionnement (ratio calculé en valeur d'achat HT par année civile) :



Au 01/01/24, les exigences seront étendues à la restauration collective privée.

- **La loi Climat et Résilience** (pérennisation du menu végétarien hebdomadaire, extension de certaines mesures de la loi Egalim notamment sur les viandes et poissons, modifications et ajouts des produits entrant dans le décompte des 50% de produits durables et de qualité...)
- **La loi AGEC** (biodéchets, encadrement sur le portage à domicile...)
- **La loi Grenelle** (valorisation des biodéchets)

PTCE OSPAAL : L'OUTIL CODACOMR



Pourquoi un groupement d'achats intercommunal ?

- Réaliser des **économies d'échelle** par la mise en commun des expertises et ressources Achats au niveau régional
- Bénéficier de **compétences support** (veille juridique, coordination, partage de bonnes pratiques, formations, suivi et pilotage des résultats...)
- Optimiser les phases amont de l'achat notamment le temps consacré au sourcing Fournisseurs et la définition du besoin
- Se rendre attractif auprès du marché Fournisseurs, et atteindre des **volumes critiques permettant des investissements** auprès des producteurs
- Impliquer l'ensemble des adhérents sur des segments spécifiques, pour optimiser les expertises
- Offrir une solution d'achats mutualisée aux établissements qui n'ont pas toujours accès à des groupements de commandes performants et ont peu de temps à consacrer à l'achat

Attention à ne pas confondre mutualisation et massification : La mise en commun des moyens par la mutualisation n'implique pas nécessairement de massification de l'achats (= achat de plus gros volumes)



NOS REMERCIEMENTS

Témoignage de **Danylo Tailame**, agriculteur à La Réunion et président de l'association de producteurs "Ici, c'est Péi"

Presentation APFGS





Association des Producteurs Fermiers du Grand Sud

Création : 2020 pendant le COVID, 37 adhérents..

Missions :

- ✓ Valoriser les produits locaux (fruits, légumes "lontan", tubercules).
- ✓ Organiser des marchés de producteurs (3 000 visiteurs/marché).
- ✓ Actions éducatives (collèges) et livraisons de paniers solitaires (CCAS) et aussi partenariat avec la Banque alimentaire 250 tonnes de fruits et légumes distribués en 2024
- Réussites : Gamme « Ici c'est Péi » (confitures, sirops) primée au Salon International de l'Agriculture 2024.





Les chiffres clés de l'association

Adhérents

*35 agriculteurs
adhérents.

Marché producteurs

24 marchés
producteurs sur
l'année

Commercialisation groupé

450 tonnes de fruits
et légumes pays
commercialisés

Marque ICI C'EST PEI

35 gammes différents
pâtes de piments,
confitures, sirops,
épices



APFGS 5 domaines interventions pour valoriser les produits pays



 **Chaque année, 24 marchés de producteurs font rayonner les saveurs locales, attirant environ 2 000 consommateurs à chaque rendez-vous**



 **Des actions de solidarité concrètes : fourniture régulière de fruits et légumes frais à la Banque Alimentaire des Mascareignes, distribution de paniers solidaires en partenariat avec les CCAS, et organisation de marchés à 1 euro pour garantir l'accès de tous à une alimentation locale et de qualité.**



 **Transmettre la richesse des produits péi aux jeunes générations et au grand public, en créant des moments d'échange autour du goût, de la culture agricole et de l'alimentation locale.**



 **Transformation et valorisation des produits pays par la marques ICI C'EST PAYS**



 **Valorisation des racines et tubercules pays projet nout'racines**

Les marchés de producteurs: 24 marchés de producteurs par an 2000 personnes en moyenne par marché



Valorisation des fruits et légumes pays auprès des jeunes et du grand public



**Actions solidarités: Fourniture à la Banque Alimentaire des Mascareignes, paniers
CCAS, Marché de fruits et légumes à 1 Euro**



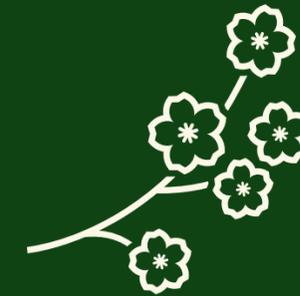


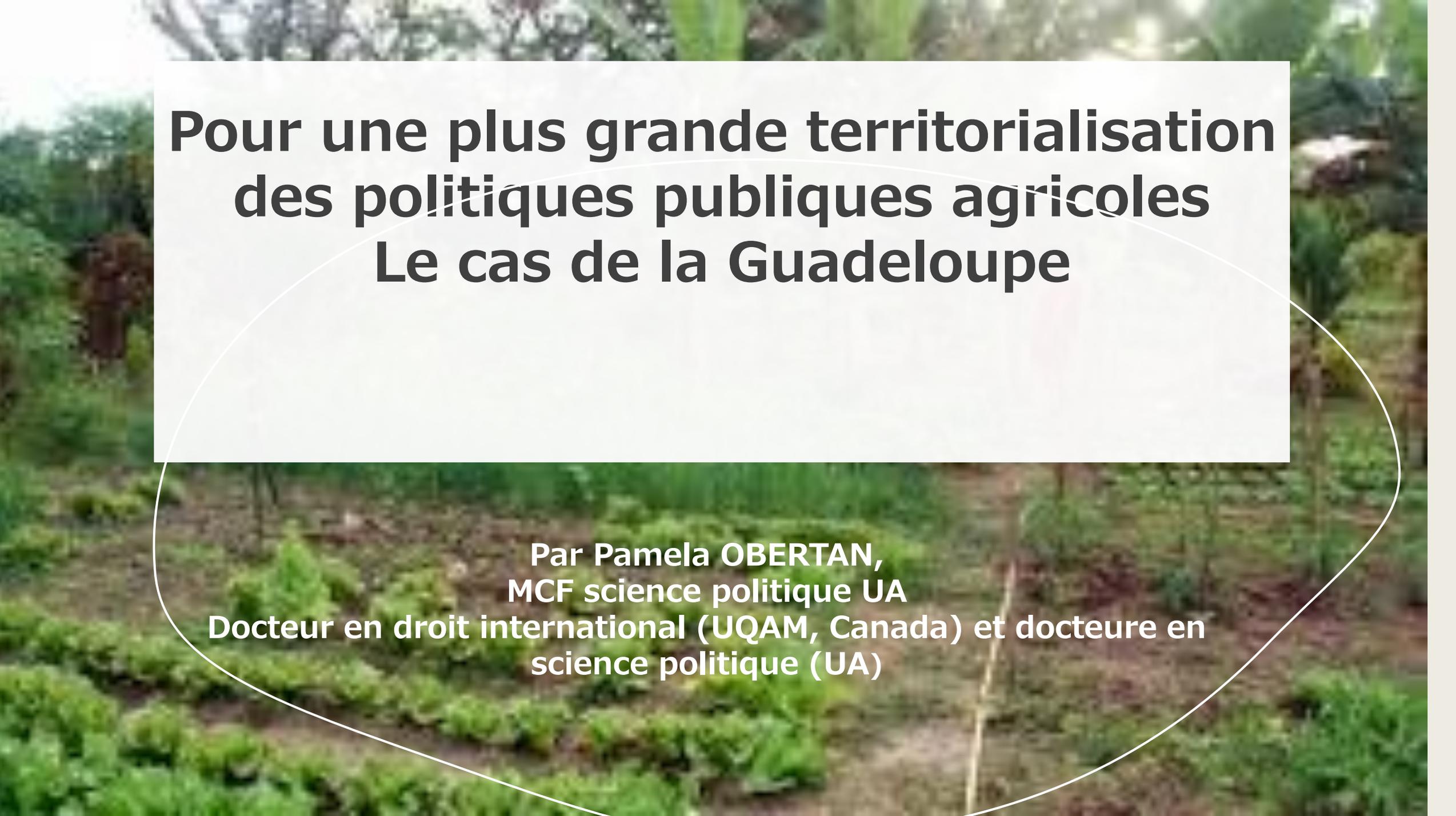
Merci de votre attention



Perspectives globales : Territorialisation des politiques publiques alimentaires dans les Caraïbes

Pamela Obertan – Mousson, chercheuse engagée, docteure en science politique à l'Université des Antilles et en droit à l'Université du Québec à Montréal





Pour une plus grande territorialisation des politiques publiques agricoles Le cas de la Guadeloupe

**Par Pamela OBERTAN,
MCF science politique UA
Docteur en droit international (UQAM, Canada) et docteure en
science politique (UA)**

**Contexte : des territoires
peu résilients sur le
point de vue alimentaire**



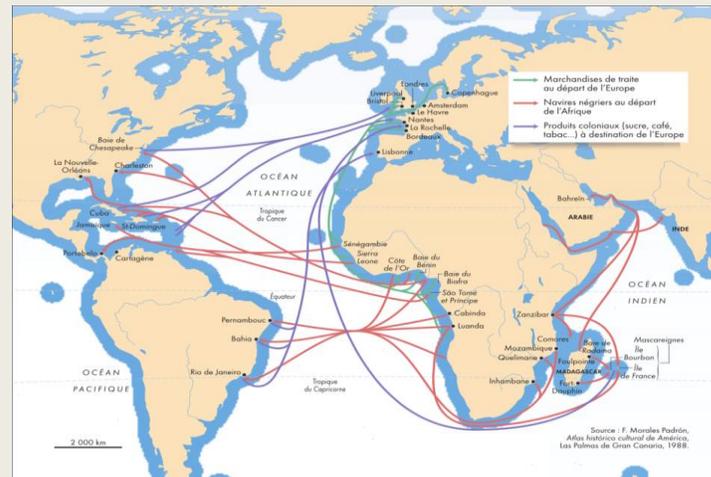
1. L'héritage puissant de la colonisation



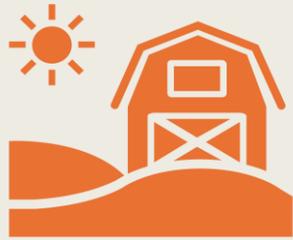
« Ton territoire ne te nourrira point »



« Tu ne te nourriras pas de ton territoire »



CONSEQUENCE SUR NOTRE SYSTÈME AGRICOLE AUJOURD'HUI



Dominance Agriculture exportation

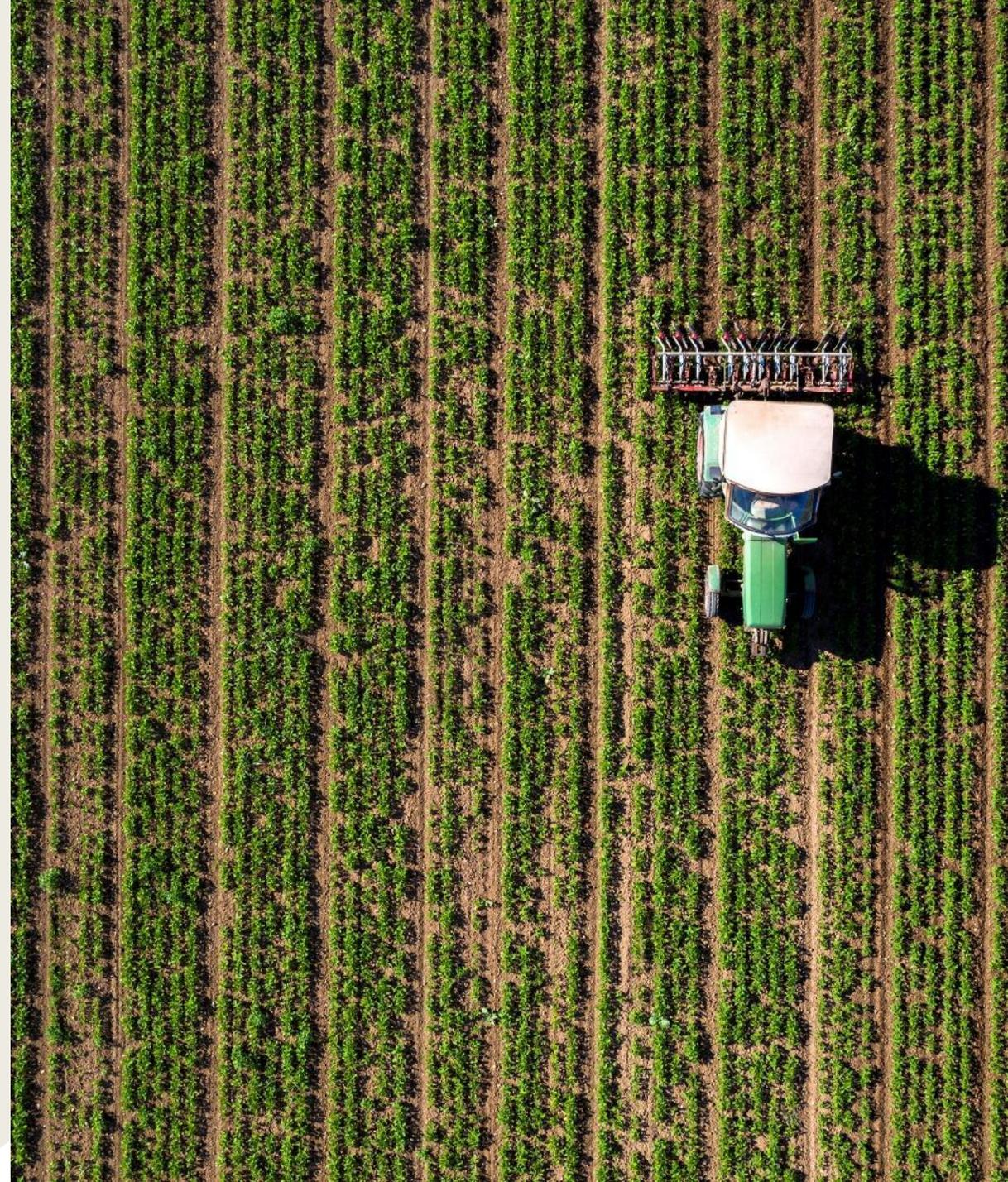
Monoculture (canne et banane)
84.2% des terres arables
20% agriculteurs



Petite agriculture à la marge

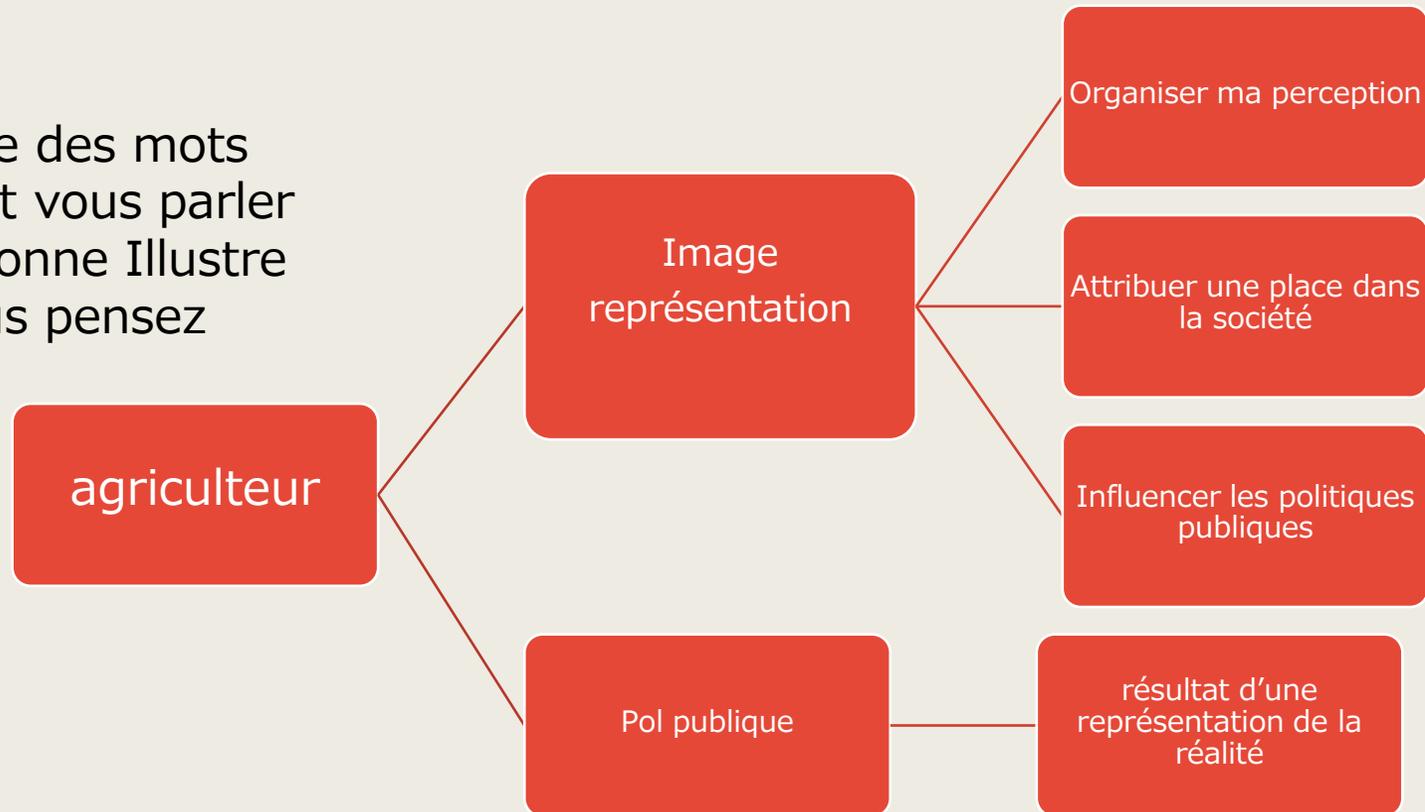
Vivrière, diverse, modèle jardins
créoles
80% des agriculteurs

2. Des décennies de politiques publiques confortant certains modèles agricoles



une vision particulière de l'agriculture

Importance des mots : façon dont vous parler d'une personne illustre ce que vous pensez d'elle



Rôle des idées et des représentations: forge image de la réalité



Des politiques décidées ailleurs

Europe

- PAC
- Grandes orientations

objectifs

- Moderniser agriculture, compétitivité, profit
- Agriculture capitaliste et industrielle outil de puissance

Budget important

- 408.Milliards PAC 2014-2020
- France 9 milliards

Des outils spécifiques pour les outre-mer; Exemple du POSEI (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité)

Un budget important

- 320 millions euros (280 millions FEOAGA e 40 millions France)

Vision et prescription

- aider les agriculteurs à rattraper leur retard, Prendre en compte les spécificités et adapter les règles
- Moderniser, structurer les filières

Image agriculture
Ultra marine

- Handicap structurel
- Retard de développement **inorganisation, éloignement, défis spécifiques, marginalisation, mal à s'adapter aux évolutions, pauvres et vieillissants,**

Exemple du POSEI (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité)

OBJECTIFS

compétitivité économique et technique des filières agricoles ultramarines.

stimuler et professionnaliser la production, structurer les filières, maintenir et améliorer le niveau de vie des producteurs

les aides à la structuration des filières (principalement pour accompagner la mise sur le marché),

2 VOLETS

mesures en faveur des productions agricoles locales

régime spécifique d'approvisionnement (RSA) aides aux engrais

actions transversales: financement d'études, de projets de démonstration, de formations et de mesures d'assistance technique

Actions prévues

l'assistance technique (partage d'informations principalement),

les aides aux exploitations dépendantes pour leur commercialisation,

les aides aux sociétés sucrières (producteurs et distilleries),

les aides à la structuration des filières (principalement pour accompagner la mise sur le marché)

des primes animales aux éleveurs et les aides aux opérateurs économiques enregistrés.

LES CONDITIONS D'ELEGIBILITE



DIVERSIFICATION VEGETALE : interprofessions ou structures à caractère interprofessionnel agréées par l'Etat



À jour de leurs obligations fiscales et sociales



Affiliés à assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles

Conséquences : perpétuation du système dual

Agriculture exportation bon élève



Monoculture, banane , canne et sucre



Structurée: filière, déclarée, à jour cotisations



Bonnes capacités: avancer les fonds, administratifs, attente délai de paiement, lobbying



Propriétaire du terrain

Récompense du POSEI

aides directes

2013: Banane 81% des aides

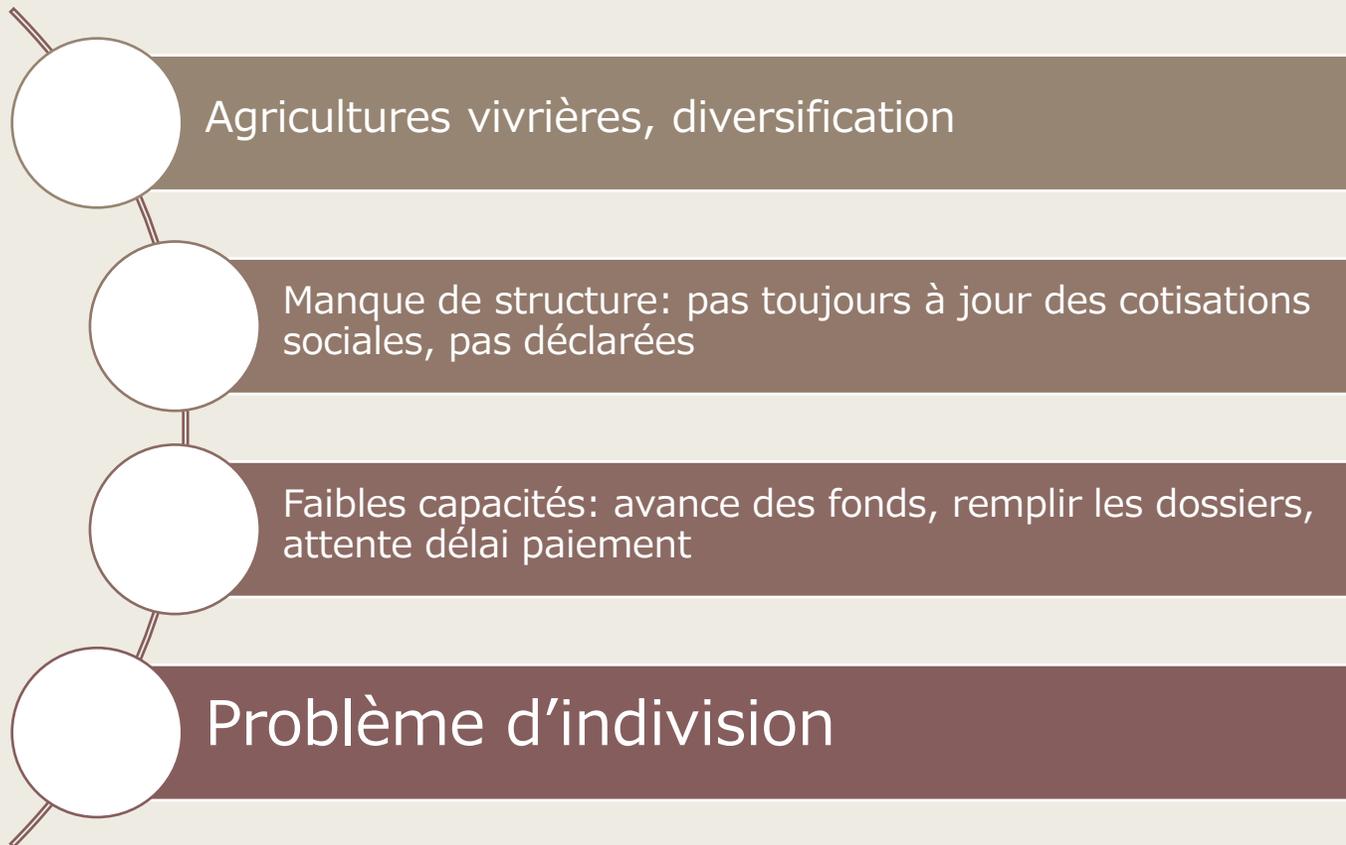
canne, sucre et rhum 6.3%

2023: Banane 83.9%

Canne, sucre et Rhum:6.47%

Conséquences : perpétuation du système dual

Petites agricultures



Mauvais élève du POSEI

aides directes

2013: Diversification 2.1%

2023. 1.6%

Un échec total pour le monde agricole guadeloupéen



Agriculture tournée vers exportation

80% terres arables: culture exportation

Canne : 2/3 SAU et 47% de la population agricole active



Désastre écologique

Forte pollution eau et terre

Scandale du chlordécone



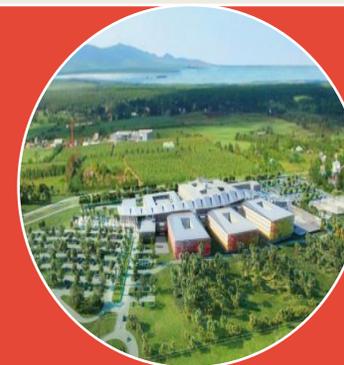
Peu attractive

- 2015: revenu moyen des agriculteurs est de 20 600 euros/ année



Disparition des agriculteurs

- Dans 10 ans 84% des agriculteurs auront atteint âge de la retraite
- Diminution du nombre JA



Disparition des terres agricoles

31 800 hectares agr V 1000 000

1/4 Surface agricole utile disparu depuis 2000



Les répercussions sur l'île de l'histoire et des politiques



ÉCONOMIE

- 80% alimentation importée
- Balance commerciale déficitaire
- 3,63 milliards d'euros en 2023 (INSEE)
- -586,9 en 2023

DESASTRE ÉCOLOGIQUE

Rupture biodiversitaire,
disparition de forêts et
paysages
Homogénéisation des
cultures
Pollution chlordécone

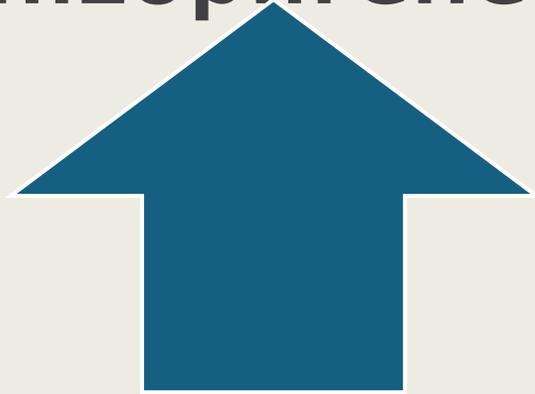
SOCIAL

- **Appauvrissement population**
- prix à la tonne importée en constante augmentation
- Contestation (LKP, RPRAC)

SANTÉ

- 1/4 d'hypertendus
- 1/4 en surcharge pondérale
- 1/2 femmes en surcharge pondérale
- 1/4 de nos enfants de moins de 6 ans surcharge pondérale

Un système alimentaire schizophrène



Alimentation locale

Agro -écologie



Agro-industrie, chimique,
importation et
mondialisation



Des acteurs privés très puissants: ex de leur CA en 2024

Firmes semencières et agro chimiques

- Syngenta: CA 33.4 milliards \$ en 2024 (16,3 en protection des plantes et 4,7 en semences)
- Bayer: 46.6 milliards euros en 2024
- BASF: 65.3 milliards euros en 2024
- DOW agro sciences: 57 milliards \$

Les transporteurs

- Dracsher group (européen) 8.07 milliards euros
- Havi logistique (américain): 4 milliards euros en
- Kuhne nage 2020: 24.8 milliards francs suisse
- CMA CGM: 55.48 milliards \$

Les multinationales de l'alimentation

- 1-Nestlé: 91.4 milliards euros
- 2-Unilever: 60 .8milliards euros
- 4.Coca cola 47.1 milliards euros
- 5.Cargill: 160 milliards Euros

Les risques pour le futur

OGM

Brevet sur les
semences

IA agriculture

Pénétration plus
importante
entreprise

Orientation:
Cracking alimentaire
Larves insectes

Les voies de la résilience



Territorialisation des politiques publiques

Connaissance du territoire (besoins et acteurs)

Placer les acteurs au centre

Être à l'écoute

Souples et flexibles
Changer et adapter les lois

CHANGEMENT STATUT?

Les conditions de réussite défendre une autre conception agriculture

Changement de conception récent

agriculture

Agriculture: exploitant agricole
Compétitivité, concurrence

Culture ancestrale (plus de 10 000 ans) ,
rapport au monde, vision du monde

Aide de l'écoféminisme

Vie au centre

- Respect des autres formes de vie, biodiversité

Développement
« Care » prendre soin

- Mise en valeur de ce qui prennent soin de la Terre et des autres

Sortir de la marchandisation

- Agriculture un bien commun, patrimoine
- Demande Via Campesina

Les conditions de réussite



Co construction démocratique
Pol pub

Tout le monde sur la table, associer à toutes les phases d'élaboration des PP
Chercheurs, agriculteurs, politiques, population



Créer des espaces de rencontre ouvert et inclusif : Living Lab

LL territoriaux: Usagers, politiques, recherche
Cœur agriculteurs

Les conditions de réussite

Disposer de budgets propres

- Budget décidé et voté au niveau local et à long terme
- Budget participatif

Gouvernance

- Instaurer espace pour l'apprentissage, l'expérimentation
- Faire attention aux relations de pouvoir
- le long terme , souple, flexible
- suivi et une évaluation des suivis
- Au plus près des territoires (municipalités)

Avoir du personnel

- nombre
- Formation Importance de développer plusieurs habiletés (arbitrage de conflits, la sélection « des coureurs de tête », rédaction de rapports, financement des projets)

DIPLOME D'ETABLISSEMENT CHEF DE PROJET EN ALIMENTATION DURABLE OPTION COLLECTIVITE TERRITORIALE

POUR la première fois, il sera possible de débiter ce cursus en étant basé en Guadeloupe, à l'université des Antilles, campus de Fouillole

1^{ère} semaine de cours du 8 au 12 SEPTEMBRE 2025 à l'université des Antilles

2^{ème} semaine en distanciel : 8 fois ½ journée de cours en visio de 9 à 12H, 2 fois en octobre, 2 fois en novembre, 1 fois en décembre, 1 fois en janvier

3^{ème} semaine à Mouans Sartoux du 19 au 23 janvier 2026 pour la partie pratique

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : 18 juillet 2025

CONTACT : pamela.obertan@univ-antilles.fr et Andre.GIAUFFER@univ-cotedazur.fr

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE PROGRAMME :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/de-chef-de-projet-en-alimentation-durable-option-collectivite-territoriale#inscriptions>



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

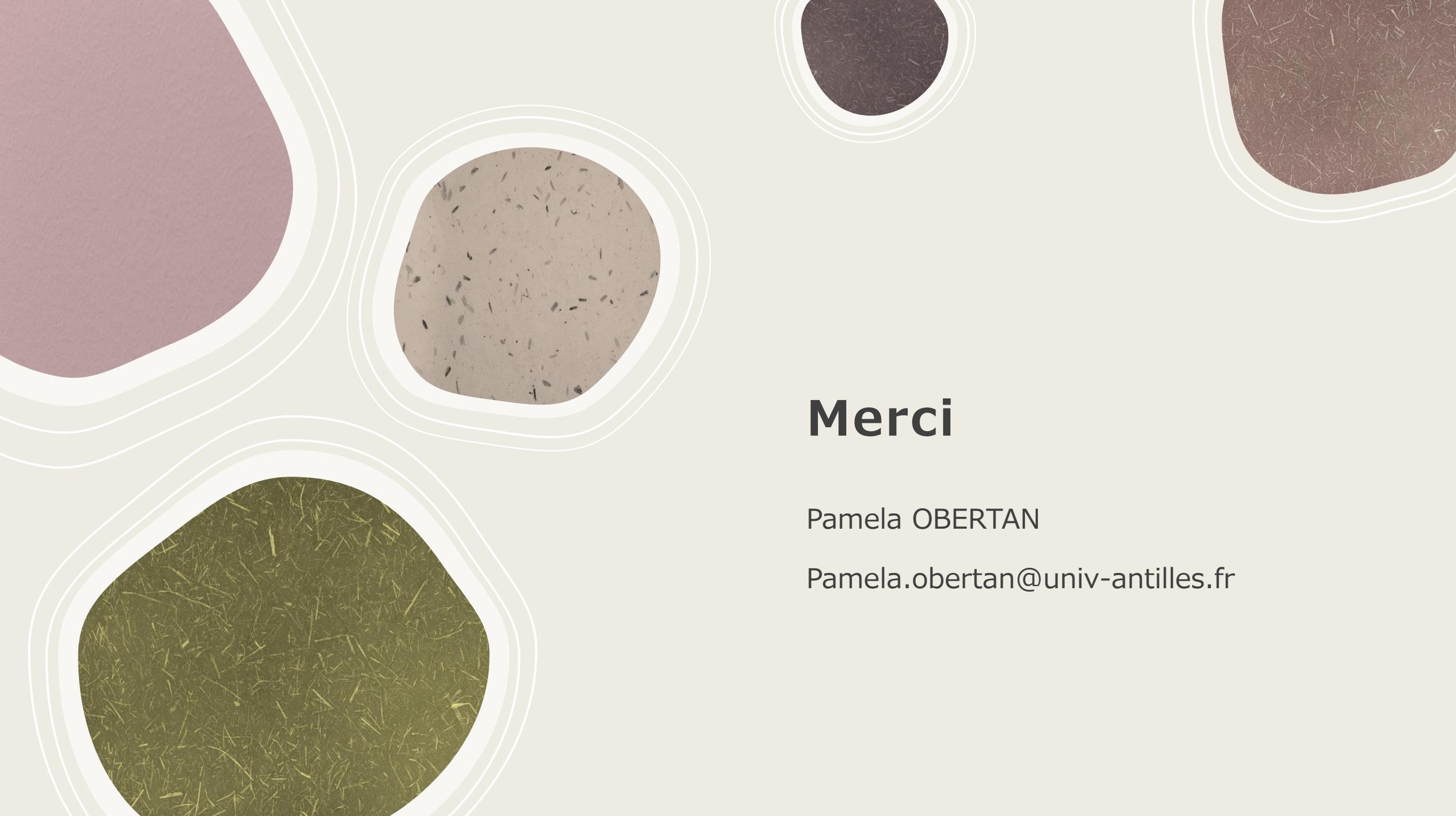
Conclusion

Mawoner : fuite, résistance et création d'alternatives

Ne pas hésiter à sortir du cadre

Accélérer la cadence contexte crise mondiale

Innovation dans la contrainte et dans la contestation

The background features a light beige color with several organic, rounded shapes. Each shape is filled with a different texture: a solid dusty rose color, a dark brown speckled pattern, a dark brown fibrous texture, a green fibrous texture, and a dark brown fibrous texture. Each shape is outlined with two concentric white lines.

Merci

Pamela OBERTAN

Pamela.obertan@univ-antilles.fr